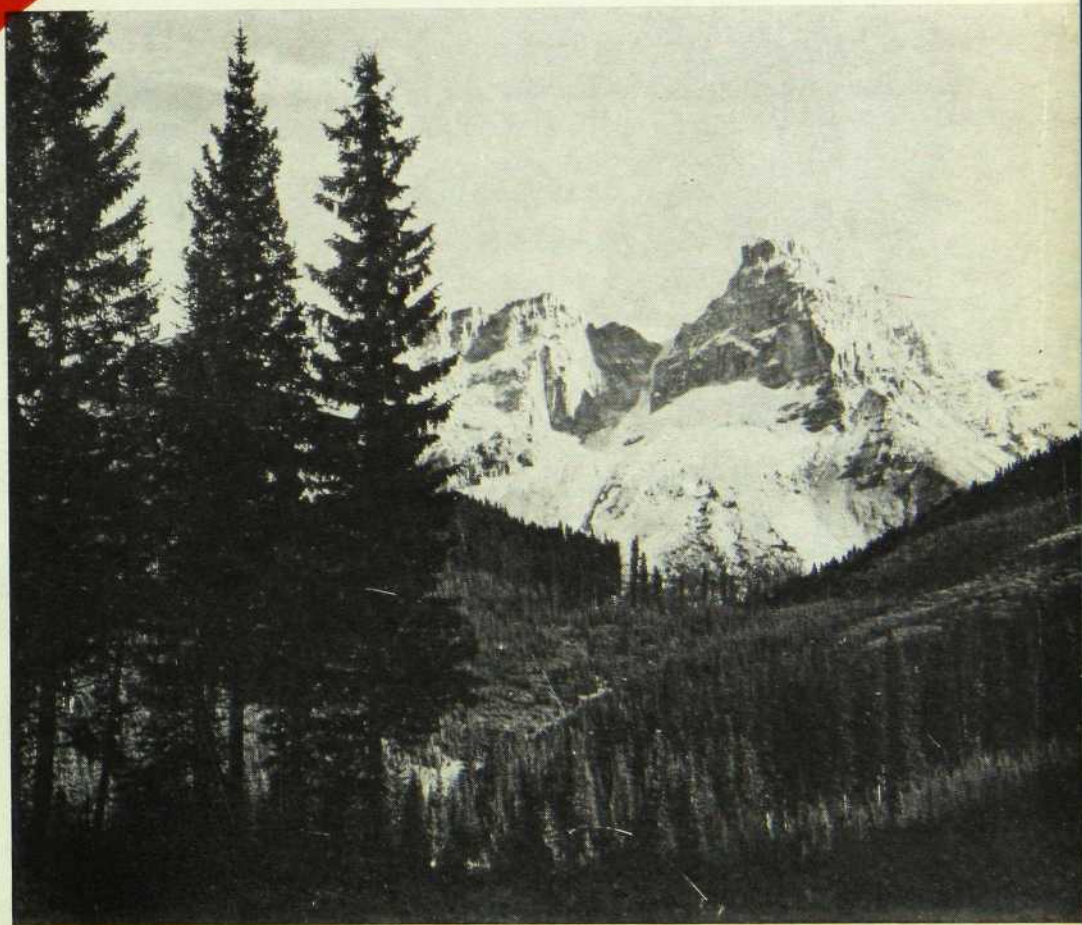


REVUE DE LA

CHAMBRE DE COMMERCE

FRANÇAISE

AU CANADA



PRINTEMPS

1958

No 549



Le vaste réseau d'usines et d'entrepôts de la Société Canadian Liquid Air s'étend de l'Atlantique au Pacifique et dessert tous genres d'industrie.

Les procédés et l'équipement Liquid Air accélèrent et simplifient la production du métal partout dans les usines canadiennes, soit dans le découpage, le façonnage, le montage jusqu'au parachèvement des structures. Il en est de même dans le domaine de l'entretien, car ces mêmes procédés et ce même équipement aident à maintenir en service un outillage précieux en fournissant des moyens faciles et économiques de le réparer.

Toute demande de renseignements au sujet des gaz industriels et médicaux, de l'outillage de soudage et de coupage et des accessoires Canadian Liquid Air doit être adressée à la succursale ou au dépositaire L.A. le plus près de chez vous — il y en a dans tous les principaux centres du pays.



Canadian **LIQUID AIR** Company
LIMITED

ST. JOHNS, NEWFOUNDLAND, SYDNEY, ST. JOHN, N.B., HALIFAX, MONCTON, BATHURST, QUEBEC CITY, SOREL, MONTREAL, OTTAWA, CORNWALL, BROCKVILLE, TORONTO, COPPER CLIFF, SUDBURY, ELLIOT LAKE, HAMILTON, LONDON, WATERLOO, BRANTFORD, NIAGARA FALLS, PORT ARTHUR, SARNIA, CHATHAM, WINDSOR, WINNIPEG, REGINA, SASKATOON, EDMONTON, CALGARY, RED DEER, CRANBROOK, VANCOUVER, NORTH VANCOUVER, VICTORIA, KITIMAT, MEDICINE HAT, DAWSON CREEK.

REVUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

Printemps 1958, No 549

La conjoncture au Canada	A. Dambrine	3
L'industrie automobile française		5
La France et le marché canadien		7
Les inventions, source de dollars pour la France	R.A. Robic	9
La Bourse		11
"Free Trade Area Versus Common Market"		13
Rédaction des factures douanières		19
Ier Salon international de la Pièce détachée électronique		23
Statistiques des importations canadiennes en provenance de France		24
Nouveaux membres		26
Liste de nos membres		27

CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

429, Avenue Viger
Montréal, Qué.

Tél.: PLateau 9420
Adr. tél.: Gallia Montréal

Bureau de Paris:
31, Avenue Pierre Ier de Serbie (16e)
Tél.: Kleber 68-50

La Revue est publiée chaque trimestre par la
Chambre de Commerce Française au Canada.
Prix: 25 cents le numéro.

*Autorisé comme envoi postal de deuxième classe par
le ministère des Postes.*

Imprimé par Allied Press Inc.
7055, rue Alexandra, Montréal, Qué.

Couverture:

"Cathedral Mountain", Vallée de l'Yoho
(Colombie-Britannique)
(Photo C.P.R.)

Courtiers en Douane
Expéditeurs
Entreponeurs
Camionneurs
Agents Transitaires

ST. ARNAUD & BERGEVIN

LIMITÉE

118, rue St-Pierre
Montréal, P.Q.
Tél.: BE. 1561

THE KEY CONSTRUCTION LIMITED

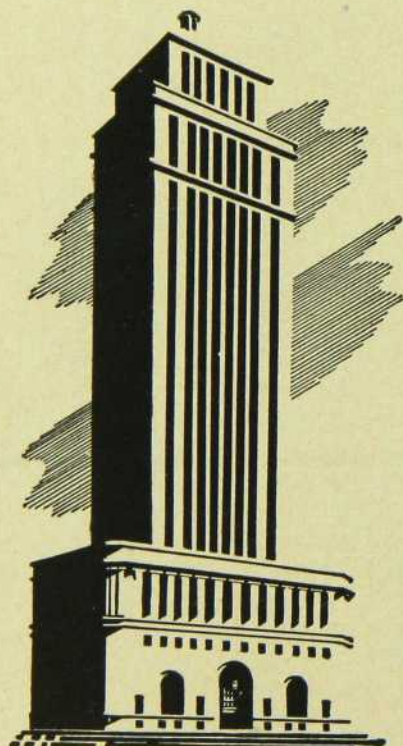
— ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS —

- Travaux maritimes et de canalisation
- Installations hydroélectriques
- Travaux souterrains
- Ponts — Routes — Voirie
- Bâtiments industriels et divers

1070 Bleury

Tél.: UN. 1-2775

MONTREAL (Canada)



Siège Social — Montréal

*L'UNE DES PLUS GRANDES
BANQUES DU MONDE, ELLE
GRANDIT AVEC LE CANADA*

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

PLUS DE 900 SUCCURSALES AU CANADA ET A L'ETRANGER

ACTIF: PLUS DE \$3.750.000.000

La Conjoncture au Canada

par André DAMBRINE

Trésorier du Crédit Foncier Franco-Canadien

A LA SUITE DU RALENTISSEMENT de l'économie enregistré en Amérique du Nord à partir de septembre 1957, les statistiques les plus récentes dans la plupart des secteurs, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, reflètent une diminution d'activité marquée par rapport aux chiffres correspondants de 1957.

AUX ETATS-UNIS, pour février 1958, l'indice de la production industrielle ressort à 130, contre 146 en février 1957, une diminution d'environ 11 %. Pendant le premier trimestre, les aciéries ont travaillé à une moyenne de 55 % de leur capacité, et en avril à 48 %. Dans la construction résidentielle, en mars dernier, le nombre des maisons commencées correspond à une cadence annuelle de 880.000, chiffre le plus bas depuis 1949. Le nombre des chômeurs, de 5.200.000 au début d'avril, soit 7 % de la population active, accusait en fin de mois une baisse de 78.000, alors que, d'ordinaire, du début à la fin d'avril, il diminue d'environ 200.000.

AU CANADA, en février 1958, la production industrielle et la production de biens durables ont été inférieures de 4,3 % et de 10,6 % respectivement aux chiffres de 1957. Dans le secteur des biens durables, pour le premier trimestre de 1958, l'industrie de l'automobile a produit 99.000 véhicules, contre 126.000 durant la même période de 1957, soit une baisse de 21,4 %. Les aciéries, pendant le premier trimestre, ont travaillé à 78 % de leur capacité. Si la situation dans ce domaine est moins défavorable qu'aux Etats-Unis, c'est que, pour leurs débouchés, les aciéries canadiennes dépendent moins que les usines américaines de la demande des entreprises productrices de biens durables destinés aux consommateurs.

POUR LES DEUX PREMIERS MOIS DE 1958, les exportations canadiennes ont diminué de 5 %, l'accroissement continu des ventes d'uranium n'ayant que partiellement compensé la réduction des exportations, notamment d'aluminium et de ses produits, de pétrole brut et de pulpe de bois. Dans ces secteurs, du fait des importants investissements réalisés depuis plusieurs années, la surcapacité de l'appareil productif risque de se trouver momentanément en avance par rapport au volume de la demande.

DANS L'ENSEMBLE, le volume des investissements demeure à un niveau comparable à celui de 1957, par suite surtout d'une nette reprise de la construction résidentielle. Pendant le premier trimestre, le nombre des maisons commencées a été de 14.570, plus du double du chiffre enregistré durant le premier trimestre de 1957. Pour 1958, le ministre des Travaux publics estime qu'il atteindra probablement 140.000, soit un chiffre supérieur de 18.000 à celui de 1957, et supérieur de 1.700 au sommet de 138.300 atteint en 1955.

DANS LA DISTRIBUTION, en janvier-février pour les magasins à succursales multiples, et en mars pour les grands magasins, les ventes ont dépassé de 9,6 % et de 5 % respectivement les chiffres correspondants de 1957.

LE NOMBRE DES CHOMEURS, qui en mars 1957 s'élevait à 343.000, est passé à 520.000 en janvier 1958, et depuis lors n'a cessé d'augmenter, s'élevant à 555.000 en février et à 590.000 en mars, soit 10 % de la population active.

Au Canada comme aux Etats-Unis, la hausse des prix de gros est maintenant enrayée. Par contre, malgré la politique encore récente de lutte contre l'inflation, malgré, depuis l'automne, des phénomènes de saturation sur les marchés des biens durables et des matières premières, l'indice des prix à la consommation n'a pas cessé de s'élever. De février 1957 à 1958, il est passé aux Etats-Unis de 118.7 à 122.5, et au Canada de 120.5 à 124.3.

Dans le cadre de cette situation, au Canada, la victoire complète du parti conservateur, le 31 mars dernier, a conféré un regain d'actualité aux aspects de son programme concernant l'orientation et le rétablissement rapide de l'économie. La politique préconisée ne sera pas sans demander un dosage délicat: sur le marché des changes la baisse du dollar canadien constitue un facteur de reprise pour les exportations; par contre, sur le marché monétaire, une baisse précipitée des taux risque de réagir défavorablement sur les investissements.

Les objectifs du gouvernement canadien concernant l'orientation de l'économie consistent en une diminution du déficit commercial avec les Etats-Unis, une politique d'industrialisation avec hausses de tarifs, l'adoption de mesures concernant le contrôle des sociétés filiales par les sociétés mères aux Etats-Unis, enfin une politique pétrolière de défense des intérêts nationaux.

A la suite de vingt années de mise en exploitation et de développement intensif des ressources naturelles, accomplis très largement en fonction des marchés extérieurs et particulièrement du marché américain, après plus de deux années de rigueur monétaire avec son incidence dans le sens d'un taux élevé du dollar canadien par rapport au dollar américain, le programme ci-dessus est significatif.

A cet égard, il est frappant de noter comme, en peu de temps, se sont trouvés menacés les positions occupées par les principales industries canadiennes d'exportation sur les marchés extérieurs: la pulpe et le papier par la concurrence du pin dans le sud des Etats-Unis, l'aluminium par les exportations russes au Royaume-Uni, le nickel par la mise en exploitation des dépôts cubains, les métaux de base par la diminution générale de la demande, les réserves de pétrole, développées à grands frais, devenues surabondantes en raison de la conjoncture mondiale et des quotas fixés par les Etats-Unis.

Etant donné le chômage qui sévit aux Etats-Unis, on peut s'attendre à de nouvelles restrictions sur les importations. Récemment, un projet de loi a été soumis au Congrès pour réduire les importations de

minerai de fer à 10 millions de tonnes par an, alors que les plus grosses aciéries en ont importé 30 millions de tonnes l'année dernière, et que certaines d'entre elles ont dépensé plusieurs millions de dollars pour le développement de mines étrangères, notamment canadiennes.

Pour combattre le chômage au Canada, le gouvernement se propose de faire voter un crédit de 300 millions de dollars en vue de nouveaux prêts à la construction d'habitations, avance qui portera à 700 millions de dollars le total des crédits consentis à cette fin depuis avril 1957. Le taux d'intérêt sur ces prêts resterait de 6 %. Sont prévues également l'exécution de travaux publics, la construction de routes, l'installation d'aéroports, la mise en chantier du barrage de la Saskatchewan, la réalisation de nombreux travaux d'intérêt local. Sur le plan financier, outre les besoins élevés du budget ordinaire, l'ensemble de ces projets pose d'importants problèmes.

* * *

Pour 1956 et 1957 pris ensemble, le montant des émissions canadiennes aux Etats-Unis s'est élevé à 1.300 millions de dollars. Compte tenu des emprunts destinés au remboursement d'émissions arrivant à échéance, le montant net a dépassé 1 milliard de dollars, soit plus de 500 millions de dollars par an. Ces chiffres expliquent la dépendance du marché monétaire et des taux canadiens à l'égard du marché monétaire américain.

Or, aux Etats-Unis, le 14 novembre 1957, le Federal Reserve Board a réduit son taux de réescompte de 3 1/2 % à 3 %, puis, par étapes successives, à 2 3/4 %. Le 20 février 1958, il a ramené le pourcentage des réserves obligatoires des banques de 20 % à 19 1/2 % de leurs dépôts et, le 16 avril, à 18 1/2 %, réduisant en même temps son taux de réescompte de 2 1/4 à 1 3/4 %. La baisse totale des réserves obligatoires des banques a eu pour effet de libérer sur le marché environ 9 milliards de dollars.

Au Canada, par suite principalement de la baisse de la demande d'argent consécutive au ralentissement de l'activité économique, dès septembre dernier les taux ont accusé un certain fléchissement. Du 30 août au 31 mars, leur évolution aux diverses échéances, tel que l'indique le graphique ci-dessous, fait ressortir une baisse d'environ 1,50 % pour les obligations à court terme. Pour les titres à échéances comprises entre huit et vingt ans, la diminution est en raison inverse de la longueur du terme. A plus de vingt ans, elle est de l'ordre de 0,25 %.

(suite à la page 21)

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE FRANÇAISE

Berceau de l'automobile, la France a pu cependant porter à penser qu'une nouvelle fois — ce fut le cas malheureusement dans bien des domaines — elle abandonnait une invention, à laquelle elle avait si largement contribué, à d'autres nations qui possèdent en propre le talent d'exploiter, industriellement et commercialement, idées et novations souvent nées ailleurs. Il n'est que de rappeler la part prépondérante prise dans ce domaine par les inventeurs et les premiers constructeurs français et de considérer la place relativement secondaire, au regard de certains pays producteurs d'automobiles, à laquelle elle était demeurée à la veille de la seconde guerre mondiale.

Cette dernière constatation, par contre, confère tout son prix à l'importance nouvelle que cette même industrie de l'automobile française a su reconquérir sur le plan de la production mondiale et qui s'est traduite, ces dernières années, par des chiffres de production et d'exportation en constante progression: 725.083 véhicules sortis d'usines en 1955, dont 162.681 exportés, 827.048 et 176.625 en 1956, enfin, en 1957, une production avoisinant 927.000 unités, dont environ 264.000 livrées hors de la métropole.

Or, dans ce domaine, encore bien moins que dans n'importe quel autre, on ne saurait prétendre au miracle. L'économie contemporaine s'accommode d'ailleurs fort peu de ce genre de phénomène. Constatons simplement que les constructeurs français bénéficient toujours plus du patient travail qu'ils ont accompli depuis plusieurs années. Ce n'est qu'au prix d'investissements continus et considérables (142 milliards en cinq ans), de recherches et de découvertes techniques qui les placent souvent en position d'avant-garde, et, parallèlement, sur les marchés extérieurs, d'installation d'usines de montage, d'organisation de réseaux commerciaux et de services d'après vente, d'une action de prospection et de publicité efficace, que cette industrie automobile est devenue une pièce maîtresse de l'activité française.

Il nous suffit — pour illustrer cette vitalité nouvelle — de relever le fait, maintenant bien connu du public, que ce fut une usine française d'automobiles qui, la première en Europe, pressentant les conséquences révolutionnaires de l'automation, réalisa la coexistence de l'homme et de la machine à cerveau électronique. Actuellement, l'ensemble des grands constructeurs français produisent automatiquement les pièces de série, même de forme complexe, et la "machine-transfert" utilisée initialement dans des secteurs circonscrits de la chaîne a fait place à l'atelier intégralement automatisé. La France, vouée trop longtemps, dans l'esprit d'aucuns, à une vocation artisanale, est non seulement entrée de plain-pied dans la technique industrielle, mais elle l'a fait, encore une fois, en boule-

versant toutes les idées préconçues, toutes les méthodes solidement établies.

Aussi n'est-il pas surprenant que l'année 1957 ait été caractérisée pour la construction française — malgré les charges fiscales intérieures freinant l'expansion de l'automobile — par deux facteurs donnant l'exacte mesure du dynamisme de ses dirigeants et de ses cadres techniques: un effort sans précédent sur les marchés d'exportation et la recherche de nouveaux progrès dans tous les domaines de leurs modèles, maintenant éprouvés, avec des succès sportifs et de prestige qui en sont la naturelle consécration.

Depuis quelques années, l'Amérique découvre la voiture européenne de petite cylindrée. Cette révélation — il est vrai — lui fut d'abord imposée à son corps défendant quand elle dut constater que des marchés jusqu'alors largement acquis, tels la Belgique ou la Suisse, lui échappaient au bénéfice direct de ses concurrents européens. Mais, bientôt, ce ne fut plus seulement sur les débouchés proches que les marques européennes portèrent leur effort concurrentiel, et un courant de ventes de plus en plus fourni s'établit dans le sens Europe-U.S.A.; un nombre toujours plus élevé d'adeptes étaient séduits par les conceptions européennes, diamétralement opposées à celles des modèles américains: faibles cylindrées pour une vitesse largement suffisante, parfaite maniabilité, encombrement réduit, enfin, raison qui prime les deux autres, prix de vente plus abordable et économie à la consommation.

Les constructeurs français ne sont pas restés en marge de cette prospection du marché américain et, malgré l'ampleur des moyens financiers à engager, une implantation méthodique est poursuivie outre-Atlantique. Ces mois derniers, la Régie Renault a réservé, chaque jour ouvrable, 120 Dauphine et 20 4 CV pour sa clientèle des Etats-Unis et, au total, 30.781 voitures ont été vendues en 1957; ces chiffres placent Renault en deuxième position des marques étrangères sur le marché américain, et l'on pronostique déjà que le contingent alloué pour 1958 serait de l'ordre de 55.000 véhicules. Simca vient aussitôt après, quadruplant ses ventes d'Aronde et de Vedette, et les portant à plus de 12.000 unités. Bien qu'installée plus tardivement la Société Citroën possède deux importantes filiales aux Etats-Unis, une à New York, l'autre à Los Angeles, et dispose d'atouts techniques non négligeables: le refroidissement par air de la Dyna Panhard, économique et rapide, l'encombrement minimum de la 2 CV dans les grands centres urbains, les innovations de la DS 19, dont la suspension hydropneumatique semble avoir inspiré Cadillac pour ses nouveaux modèles, lui sont un gage de succès. Quant à Peugeot, sa 403, qui réa-

lise un heureux compromis entre les voitures de petite et de moyenne cylindrée, fait l'objet de demandes toujours plus importantes sur le continent américain.

Si nous nous reportons maintenant à l'ensemble des marchés étrangers, nous constatons que la construction française bénéficie actuellement du même courant favorable qui lui a permis, en 1957, d'enregistrer un accroissement moyen de ses exportations de l'ordre de 42 %. Ce pourcentage est à rapprocher de celui de 11 % qui représente l'accroissement de la production française, de 1956 à 1957, et permet d'en déduire que 95 % du surcroît de production atteint d'une année à l'autre, ont été dirigés sur les marchés extérieurs. En Suisse, singulièrement, le développement des exportations est très brillant: 6.508 véhicules en 1955, 9.535 en 1956, enfin, 9.795 en 1957.

Ce succès soutenu des ventes françaises à l'étranger est l'indiscutable témoignage que les modèles français répondent bien aux exigences d'une clientèle étendue: leur exceptionnelle robustesse, le brio de leur mécanique aux solutions souvent ingénieuses, l'élégance de leur "habillage", ainsi qu'une recherche constante en vue de garantir une meilleure sécurité, leur permettent de soutenir avantageusement la concurrence.

C'est ainsi que, bien que les cinq "grands" français n'aient procédé à aucun lancement de nouveaux types pour 1958, nos constructeurs ont apporté à leurs modèles reconduits, en série ou à titre optionnel, des nouveautés techniques dont l'intérêt dépasse le cadre de simples modifications de détail. Une tendance s'affirme en particulier, celle de l'extension aux voitures moyennes de l'embrayage automatique ou, même, du changement de vitesses automatique, jusqu'alors réservé aux fortes cylindrées.

Renault propose sur son modèle Frégate 1958 une nouvelle transmission dénommée "Transfluide"; il s'agit d'un convertisseur de couple associé à des trains d'engrenages qui donnent trois gammes en marche avant et une en marche arrière. Ce système permet la suppression de l'embrayage et du levier de changement de vitesses, et garantit un silence de marche inconnu avec les boîtes mécaniques. A côté de ce système original prennent place d'autres embrayages automatiques fabriqués en France et déjà connus: Ferlec pour les 4 CV et Dauphine, Simca-matic pour l'Aronde, Ferlec-Gravina pour la Vedette.

Toujours dans le domaine technique, il convient également de signaler l'adoption sur les nouveaux modèles Panhard du moteur refroidi par turbine, le ventilateur à débrayage électromécanique commandé par la température du moteur sur le cabriolet 403, les nouvelles carrosseries pour les Vedette, baptisées respectivement "Beaulieu" et "Chambord", enfin, la naissance de dérivés,

(suite à la page 20)

LA

RENAULT

Dauphine



Aussi robuste qu'élégante... la Renault "Dauphine" combine le chic de Paris à l'économie.

Vive dans la circulation, facile à parquer, ne mesurant que 155 pouces de long, elle parcourt jusqu'à 44 milles avec un seul gallon de gasoline. Elle a 4 portes et ne coûte que \$1,825.00 toute équipée.

Vacances en Europe?
Renseignez-vous sur
l'achat d'une
DAUPHINE en FRANCE

Nous vous invitons à venir visiter notre grand Dépôt Central de PIÈCES DÉTACHÉES importées directement de France, à 8555 Devonshire Road, et faire connaissance avec notre personnel, instruit par l'Usine même, pour votre SERVICE.

RENAULT, INC.

1427, rue de la Montagne, AV. 8-4291

DISTRIBUTEURS ET AGENTS D'UN OCEAN A L'AUTRE

LA FRANCE ET LE MARCHE CANADIEN

Les chiffres des exportations françaises vers le Canada pour 1957 confirment les progrès continus de ces dernières années. Par rapport à 1956, nos ventes ont augmenté de 11,1 %, passant de 32.599 milliers de dollars à 36.182. Ces résultats doivent encourager l'effort des maisons françaises qui travaillent sur un marché où la concurrence est très forte (proximité des Etats-Unis, préférence impériale, effort allemand), difficultés auxquelles s'ajoute, pour les exportateurs français, la faiblesse relative de nos investissements dans ce pays.

Aussi les progrès observés restent-ils modestes dans le contexte économique des deux pays. Nos ventes au Canada ne représentent que 0,6 % des exportations françaises dans le monde, et également 0,6 % des importations totales du Canada. Ce pourcentage, qui est le plus élevé depuis la fin de la guerre, montre à quel point les relations franco-canadiennes ont été peu influencées par la révolution économique que chacun des deux pays a connue pendant la dernière décade. Le boom canadien a déterminé une forte demande de biens d'équipement, mais la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis en ont satisfait la majeure partie. De son côté, la construction française a développé notre production de machines et de matériels de transport, mais nos exportations sont allées surtout vers les régions sous-développées de l'Afrique française, de l'Amérique du Sud ou de l'Asie du sud-est.

Importations du Canada en provenance de France

	1955	1956	1957
En millions de dollars	25	32	36
En pourcentage des importations totales	0,5	0,6	0,6

Si cette tendance ne peut être renversée rapidement, il serait toutefois normal que les marchandises françaises parviennent à fournir au moins 1 % des besoins extérieurs du Canada. Ainsi, l'Allemagne a pu en quelques années atteindre 1,66 % et la Belgique 0,9 % des importations canadiennes.

Avons-nous quelques chances d'atteindre cet objectif ? Cela dépend largement des nouveaux produits français qui pourront s'introduire sur le marché canadien. Les résultats du commerce de 1957 sont, à cet égard, riches d'enseignements.

En effet, certaines de nos ventes traditionnelles qui entrent pour une part élevée dans le total de nos exportations voient leurs débouchés plus ou moins menacés dans les années à venir :

1. Nos ventes de textiles en 1957 ont été bonnes. Les exportations de tissus de laine, notamment, sont passées

de 427 à 702 milliers de dollars. Mais elles sont sous la menace d'une hausse des droits de douane que réclame l'industrie canadienne ;

2. Une menace analogue pèse sur nos ventes d'acier et de tubes. Il est vraisemblable que de nouveaux tarifs paraîtront dans le prochain budget. Dès 1957, nos exportations ont subi un recul très net qui s'explique par la crise (7,2 à 6,4 millions de dollars), mais leur reprise est incertaine car l'industrie sidérurgique canadienne a développé sa capacité de production ;

3. Enfin, nos exportations de verre sont, elles aussi, menacées à terme par le développement de l'industrie locale ; elles ont nettement reculé en 1957.

Comme ces trois groupes de produits forment non loin de 45 % de nos ventes au Canada, sur quels produits pouvons-nous compter à l'avenir pour maintenir et même renforcer notre position globale ?

Certains résultats de 1957 sont encourageants.

Nos exportations de vins et spiritueux ont connu de nouveaux records (3,6 à 4,2 millions de dollars d'une année à l'autre). Comme la consommation de vin au Canada est encore étonnamment faible, les perspectives à terme sont excellentes.

De même, nos ventes de biens de consommation manufacturés, durables ou non durables, ont des perspectives favorables que confirment les résultats de 1957. Presque tous les chiffres d'exportation ont progressé : livres (1,4 à 1,6 millions de dollars), périodiques (0,6 à 0,8), films (0,3 à 0,4), de même que les parfums, la porcelaine, les produits pharmaceutiques et les articles de pêche. Dernières venues, les automobiles vont devenir dans les prochaines années un de nos premiers articles d'exportation. Ces signes encourageants ne doivent pas nous dispenser d'essayer d'atteindre des résultats supérieurs dans ce domaine. Malgré l'importance de nos ventes, nous ne venons au premier rang des pays européens que pour les livres et les parfums. Pour tous les autres produits cités, et pour d'autres, nous sommes distancés par l'Allemagne et la Suisse. En outre, le Japon va devenir de plus en plus un concurrent redoutable.

Enfin, même si les résultats sont plus difficiles à obtenir, la France ne peut négliger le secteur des biens d'équipement. Notre absence de ce marché était le trait le plus défavorable de notre commerce avec le Canada ces dernières années. Ce secteur représente plus d'un milliard de dollars et aura une place de plus en plus large dans le total des importations canadiennes si l'expansion de ce pays se poursuit. Certains ont trop facilement tendance à penser qu'il n'y a rien à faire dans ce domaine devant les Etats-Unis. Mais quelques maisons françaises qui l'ont abordé avec conviction ont démontré, au contraire, que la

technique française soutenue par une bonne organisation commerciale pouvait s'imposer. Leurs efforts apparaissent dans les progrès étonnants de nos ventes de machines et d'outillage (0,9 à 3,4 millions de dollars) et de matériel électrique (0,3 à 0,6 millions de dollars). Comme la crise actuelle se répercutera surtout sur les achats de biens d'équipement, il est probable que les résultats de 1958 seront moins bons. Néanmoins, il est maintenant établi que si les industriels français offrent des conditions commerciales analogues à celles faites par les Etats-Unis (service après vente, distribution, etc.), ils peuvent réussir sur ce marché si difficile.

Nos meilleures chances sur le marché canadien reposent donc sur le développement de nos ventes de deux catégories de produits: le domaine traditionnel des biens de consommation manufacturés, des boissons alcooliques et des produits alimentaires, qui devra être développé au-delà des résultats encourageants obtenus jusqu'à présent; le domaine des biens d'équipement, où les industriels français doivent s'efforcer, par leur présence, d'assurer au client canadien les mêmes conditions de vente que leurs concurrents américains. A défaut d'investissements plus importants — qu'il ne faut pas trop espérer à court terme puisque, outre l'Union française, les capitaux français ont été occupés par l'effort de rénovation économique interne qu'exige le marché commun — les résultats seront évidemment limités. Mais ils peuvent être très supérieurs à ce qu'ils sont à l'heure actuelle.

Les "investissements intellectuels" peuvent seconder l'effort des commerçants: si les brevets français sont plus nombreux, si des associations se multiplient entre bureaux d'études français et canadiens, si une coopération technique que facilite l'existence du français comme langue officielle au Canada peut s'instaurer au niveau des études universitaires ou des centres de recherches, on pourra espérer non seulement un développement des échanges commerciaux, mais un renouvellement des liens traditionnels entre la France et le Canada.

(Conseiller commercial
près l'Ambassade de France au Canada.)

Ne dites pas: "Je n'ai pas de mémoire"
Mais: "On ne m'a jamais appris à me servir de ma mémoire"

VOUS AVEZ UN OUTIL EXTRAORDINAIRE
A VOTRE DISPOSITION:

LA MEMOIRE

Utilisez-le donc A PLEIN RENDEMENT grâce à la

"TECHNIQUE DE LA MEMOIRE"

Renseignements sur demande à

"TECHNIQUE DE LA MEMOIRE"

11, rue Jacques-Dulud, Neuilly-sur-Seine (France)

(Joindre un coupon-réponse international)



**MONTRÉAL
PARIS
MONTRÉAL
\$480⁶⁰**

seulement



par le **Super**
Starliner
en
**CLASSE
ÉCONOMIQUE**

AIR FRANCE

Le plus grand réseau du monde

*Consultez votre agent de voyages, de chemin de fer
ou le bureau d'Air France le plus proche.*

1020 rue Ste-Catherine ouest, Montréal
UN. 6-7643



**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

*Revue
de la Chambre de
Commerce Française
au Canada*

**Pages 9 à 12
manquantes**

As the French See It

FREE TRADE AREA VERSUS COMMON MARKET

The European Common Market is no longer the pious proposal of "impractical" professors, "visionary" economists, "dream-world" utopians and "naïve" Americans. Now it is a fact with a far-reaching future, made living reality by the decisions of hard-headed businessmen and bankers, prodding public and practical politicians.

Since the six-country Treaty went into effect early this year, the new-born organism has developed healthily through rapid accords reached by the committed nations and the nine good men they elected to their Common Market's directing Commission. Indeed, one of the Commission members says the spirit of its meetings has been so affirmative and urgent that the present area of go-ahead agreement is at least half a year beyond his most optimistic original expectations.

As the Common Market takes shape this formative year, each of the six member nations—Belgium, France, Germany, Italy, Luxembourg and the Netherlands—is confronted with countless national and inter-national problems, possibilities and paths. For instance, the new community's kind and rate of growth will be influenced considerably by France's decision on a major immediate problem: In moving toward the "harmonization" of social and economic policies called for in the Treaty, should France cut its high labor costs by whittling down its comprehensive social security system and payments, stop giving women equal pay for equal work, and reduce taxes on employers (with all the large national social and political turmoil this would turn loose); or should France implacably press its Common Market partners into raising their social and economic plateaus more nearly to France's level? Clearly it must be one or the other if French business enterprise is to compete on a fair basis in the unified market.

In a public pronouncement on this predicament, Georges Villiers, President of the *C.N.P.F.* (Federation of French Industries) in March declared: "With the ratification of the Treaty creating the European Common Market, France has set the precise stages at which her economy shall progressively compete on a free international market—a proof by fire, as it were. This decision was not taken without full awareness of the serious difficulties we would have to surmount." Then, Mr. Villiers went on to urge that the tax burdens and social charges on business in the other Common Market countries should be brought into line with those being met by French employers. Otherwise, he says, the French Assembly "has an obligation to press legislation reducing the burdens and obstacles which artificially weaken French industry vis-à-vis their competitors in other countries. We know that the product and productivity of management and labor in French industry is by no means inferior to those of our competitors, but the constant increase of the burdens imposed by the state does not allow us to meet industrial competitors on equal terms."

FREE TRADE AREA PROPOSAL

Another immediate problem demanding the attention and consideration of the six Common Market countries and their European neighbors is the Free Trade Area proposal. In essence, this suggests a looser and less exacting trade liberalization arrangement in the framework of the Organization for European Economic Co-operation (O.E.E.C.). It would widen the size of the European trading area to include Austria, Greece, Iceland, Ireland, Portugal, the Scandinavian countries, Switzerland, Turkey and the United Kingdom, as well as the pioneering six nations already associated in the European Community for Coal and Steel and the



(Photo H. Baranger)

The new thermal generating plant of Electricité de France at Nantes-Cheviré

Common Market. But it would by no means create as profound an economic and social unity as that called for by the Common Market Treaty. Nor—even on its reduced premises—would it seem to have anything like as much chance of becoming a going concern.

The Free Trade Area is being pushed primarily by Britain, with secondary support from the Scandinavian countries, Switzerland, and certain officials of the seventeen-nation O.E.E.C. It has, however, encountered the marked hostility of the French (particularly France's business community) and Italians and their colleagues in the other four Common Market countries, not because of the proposed geographical extension of the freer trading area but because of the extra economic and social features and aims of the Common Market as compared to the Free Trade Area idea.

To many Europeans, and probably to most Americans, any enlargement of a free market area would seem to be, on the face of it, a good idea; would more importantly increase the prosperity and security not only of the European countries, but also of the United States and the whole free world. For a better understanding of the real facts and possibilities, *France Actuelle* herewith reports on the differences between the Common Market Treaty and the Free Trade Area proposal.

Perhaps the most important and astonishing thing about the Common Market is the fact that it exists. Not only on the paper of its Treaty, but in meetings of its directing Commission, agreed policies are already being carried out in all six countries and specific dates set for further joint actions toward reaching greater economic unity. There are difficulties and disagreements between the six nations now, and there will be plenty more in the future. But these countries have already proved in their European Community for Coal and Steel association that they have the will and capacity to solve their difficulties and to make an economic unity work.

The Free Trade Area, on the other hand, is still an idea, a proposal. The British first put it forward, in very vague terms, in mid-1956. The French, as well as others on the Continent, claim the British only began to broach their plan when it became clear that an economic unity—the Common Market—actually had a good chance of coming into being in Europe. This allegation would seem to be supported in the preface to an official booklet, *European Free Trade Area*, published last year by the Federation of British Industries. "The (Free Trade Area) project was first seriously advanced when in the summer of 1956 it was realized

(Continued on page 15)

LANCÔME

PRODUITS DE BEAUTE

ET

PARFUMS

Agents: COSMEX LIMITEE
MONTREAL



Oval Room:

Somptueusement décoré dans le style "Adam"
Déjeuner et dîner
Fameux buffet-souper tous les dimanches soirs

Lounge:

Cocktails et thé l'après-midi

Maritime Bar:

Spécialité: poissons

Ritz Cafe:

Petit déjeuner, déjeuner et dîner
à prix modérés

Atmosphère française, cuisine française, de vraies vacances en France ...

A BORD DES PAQUEBOTS FRANÇAIS



Prochains départs de New York:

Ile de France	3 juin	Ile de France	25 juin
Liberté	6 juin	Flandre	2 juillet
Flandre	14 juin	Liberté	9 juillet
Liberté	21 juin	Ile de France	12 juillet

Consultez votre agent de voyage agréé ou

COMPAGNIE GENERALE TRANSATLANTIQUE

French Line

1255 Carré Phillips, Montréal, Qué.
6 Adelaide St. East, Toronto, Ont.

735 Wall Street, Winnipeg, Man.
966 West Hastings, Vancouver, B.C.

71-73 Upper Water Street, Halifax, N.S.

Free Trade Area...

(continued from page 13)

...that the aspirations of the six countries—Belgium, France, Germany, Italy, Luxembourg and the Netherlands—had developed into a definite resolve to form among themselves a customs and economic union. Their common market, if it came about, would confront the U.K. with an entirely new situation. No longer would it be possible to survey the U.K.'s commercial policy in terms of a choice between the *status quo* or something like it and various possibly desirable alternatives. The *status quo* was doomed... Faced with this dilemma, H.M. Government began to explore the idea of a half-way house..."

The French, their friends in the Common Market and others on the Continent put the case this way: "The Common Market exists, and through it we can prove the benefits of economic unification. The Free Trade Area proposal, however, would have to harmonize a great many differences between a large number of individual nations, and still would only try to bind them together in weaker agreements than those accepted by the Common Market countries. Thus, the Free Trade Area idea would at best delay, and at worst even kill—through non-agreement and non-accomplishment—the larger economic unification Europe must establish to be a going, competitive concern in the modern age, and to avoid any lowering of industrial strength and living standards which might aid a westward advance of Communist penetration."

The Common Market would go much further than the mere reduction of trading barriers proposed by the Free Trade Area idea. The Bulletin of the *S.E.D.E.I.S.*, an economic and social study organization supported by the French business community, recently had this to say on the subject:

"It is evident that economic integration of the Common Market countries is a step toward their political integration, and that the Market is far more than a simple customs or tariff union.

"Eventual free flow of persons and capital is already called for in the Treaty, as well as the right to establish a home or business in any of the member countries.

"It is precisely this larger integration, involving an eventual political association, that has made Britain the chief opponent of the Common Market, and made the Scandinavian countries, Switzerland and Austria declare a sort of neutrality and a current claim that they could never join such a union." Thus, the Federations of Danish, Norwegian, Swedish and Finnish Industries, in a joint declaration earlier this year, said: "International co-operation by means of political organizations, for example of the type laid down by the (Common Market) Treaty... should not be included in the Free Trade (Area) Convention."

A prime purpose of the Common Market is to force a modernization of plants, greater specialization of production, and better division of labor. These measures, along with the gradual removal of tariff barriers, a freer circulation of capital and labor and the larger free market, undoubtedly would help all producers and consumers in the six countries by:

1. Placing production units at their most efficient geographical location (in terms of availability of raw materials, skilled labor, transport, markets, etc.);
2. Creating the basis for efficient mass production for a new mass market;
3. Increasing productivity;
4. Cutting cost prices and, therefore, reducing market prices;
5. Improving variety and quality of goods on sale;
6. Reducing possibilities of recession and unemployment.

For management and enterprises in the Common Market, the progressive unification of economic, monetary, fiscal and labor policies of the six Governments concerned, together with the har-

BANQUE L. G. BEAUBIEN

1, RUE RICHELIEU

PARIS (8^{ème})

Adr. Télég.: BEAUBANK

Tél.: OPEra 90.62

TOUTES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
ENTRE LA FRANCE ET LE CANADA

Succursale à

ST-PIERRE ET MIQUELON

monization of economic laws and regulations, would create conditions for free and fair competition, bringing rightful success to the producers who offer most value for price in their product after meeting community responsibilities in production costs.

In line with its aim of creating the conditions for fair competition that will redound to the benefit of free enterprise and all consumers, the Common Market Treaty forbids any arrangements between individual companies or trade associations which in practice would restrict or distort competition within the Common Market. Specifically, the Treaty signed by the six countries disallows limited or controlled production, sales, technical developments or investment; division of markets; fixed prices; and division of sources of supply.

The six Common Market countries, say the French and those who agree with them, have a relatively parallel political, economic and social past development and present situation. The seventeen nations in the Free Trade Area, however, have varying backgrounds and, more important, today differ widely in the degree of economic and industrial development achieved. This—the great problem involved, for instance, in establishing viable free trade arrangements among France, Germany and the United Kingdom on the one hand, and Greece, Ireland, Portugal and Turkey on the other—would cause enormous delays and difficulties in enhancing the general economic position.

The Federation of British Industries itself is well aware of the problem. It says: "Some of the O.E.E.C. countries—such as Greece, Iceland, Ireland, Portugal, Spain and Turkey—are at an earlier stage of economic and industrial development than the rest. They are coming to be known in this context as the 'ex-centric' or 'peripheral' countries. If, as may be desired both by them and by the others, they are to be associated with the free

(Continued on next page)

(Continued from preceding page)

trade area, special problems arise and special provision for them may prove necessary."

The Common Market countries on the other hand—with the possible exception of Southern Italy—are all industrially developed and moving forward at a rapid rate of modernization and further industrialization, and not one of them will be in a "lesser" or "weaker" position compared to any other.

The Common Market countries are committed by treaty to harmonize their economic and social policies and conditions, and furthermore are in a state of industrial development and social climate enabling them to accomplish, in a reasonable period of time, the harmonization they have agreed to reach.

The Free Trade Area proponents, however, do not suggest that the various national economic conditions be harmonized. Their only proposal is that customs barriers between nations in the group be lowered. Thus, an official statement of the Federation of British Industries remarks: "H.M. Government have stated that their concept of the free trade area differs in some important respects from that of the common market. The latter involves 'far-reaching provisions for economic integration and harmonization of financial and social policies, and for mutual assistance in the financing of investment.' These arrangements are to be effected within an appropriate institutional framework. Her Majesty's Government envisage the free trade area, on the other hand, as a concept related primarily to the removal of restrictions on trade such as tariffs and quotas. Nevertheless, they recognize that co-operation in the field of economic policy is of great and continuing importance..."

The C.N.P.F. (Federation of French Industries) makes this appropriate comment: "From a strictly economic point of view, it is not possible to envisage the suppression of 'trade barriers' without a corresponding harmonization of production conditions. Reductions of tariffs, if considered an isolated and separate measure as in the case of the Free Trade Area project, should be achieved on a reciprocal basis, with equal advantages granted and gained: G.A.T.T. exactly illustrates the way in which such reciprocity should be put into effect.

"We are against removal of trade obstacles, and a consequent opening of world trade to completely free competition, unless there is concurrent action to equalize competitive conditions. This entails a co-ordination of the conditions of production, such as labor costs (including social security payments incumbent on the employer), labor supply, taxation, investment possibilities, processes for consumers to examine fair trade practices, etc.

"The Common Market Treaty incorporates harmonization of production costs and conditions to be applied gradually, and sets up a means for their application; but in the Free Trade Area project there is no hope of lessening the gap between national economic policies and production conditions."

Certain positions taken by Free Trade Area proponents, in fact, would seem to pose some danger of opening the way toward reducing general wage levels, social security systems, taxes, and working conditions to those prevalent in the least-advanced countries among the seventeen in O.E.E.C.. Thus, for example, the recent joint declaration of the Danish, Norwegian, Swedish and Finnish Federations of Industries makes this pertinent comment: "Our organizations oppose the idea of including in the Free Trade Convention provisions for the harmonization of working conditions... Questions of harmonization should be left to the individual judgment of each particular member country... The establishment of the Free Trade Area will, to a greater extent than hitherto, oblige each participating country to pursue an internal policy conducive to the maintenance of external economic equilibrium..."



C^{IE} MASSEY-HARRIS-FERGUSON

Clearly, this could result in cut-throat competition at the expense of the economic and social progress (and social peace) which has been achieved in the advanced industrial countries.

Probably very few in America, or even Europe for that matter, seem to have realized the large and incalculable importance of one codicil in the Common Market agreements: France on its own urged that the African states and territories in the Overseas French Union be made part of the Common Market, and the other five countries have welcomed this broadening of the area.

This means that the French African territories, with their vast population and enormous resources, will no longer be connected simply to France, but to all the European nations in the Common Market. That is, their exports and imports will not only come and go freely to France, but also to Belgium, Germany, Italy, Luxembourg and the Netherlands. Also, they will be completely open to German, Belgian and other investment. In turn, the other five Common Market countries would in future undertake to share with France the costs of developing economic and social facilities in Africa. In short, the long-time dream of joining rich, under-developed Africa to industrial Europe will become a reality.

In the Free Trade Area proposal, on the contrary, British Commonwealth countries and territories would keep their privileged connection with the United Kingdom and would not be opened on the same terms to the other Free Trade Area members. Thus, in the view of the French Federation of Industries, "Britain in the Free Trade Area project would benefit both from the advantages of 'imperial preference' within the Commonwealth, and the preference offered by the countries in the Free Trade Area, while the other nations in the Area would not be able to establish relations comparable to the United Kingdom's with the Commonwealth countries."

French Africa is loaded with mineral riches, and offers fine opportunities to the Common Market countries for investment, raw materials and trade. Most people have heard about the recent discoveries of large new sources of oil, copper, iron and bauxite in French African territories. But not so many, probably, that the French have been building huge dams and power plants to provide cheap electricity (for private consumers and industry), roads and communications, airports, schools, hospitals and clinics, research stations and institutions in these areas. The French Government has been putting an annual \$200 million of its tax money into this French African Point Four.

French private enterprise, furthermore, has made a wide-ranging start, often in association with enterprise from allied nations, in building up local industry in Africa. Last year, for instance, a German industrial combine invested in a Sahara iron-mining enterprise previously set up by French, British and Italian companies. The U.S. Steel Corporation not long ago bought a 49% interest in the French COMILOG group which has begun mining manganese in Gabon. French, United States, British and Swiss firms have combined to form FRIA which will produce aluminum from the bauxite deposits in French Guinea. With all French Africa freely opened to Common Market country investment and trade, the African resources should flow more rapidly to strengthen the West, and both Africans and Europeans should reap large benefit from the association.

The Common Market is not restricted to its six original members. *Any country can join, anytime, so long as it accepts the agreements already made by the six countries, and accepts the exact level of tariff reduction and other progress made by the six at the time of the candidate-country's application for entry.*

The choice between Common Market and Free Trade Area, as evidenced above, lies not in the extent of population and area, but in the extent of economic and social integration contemplated. On this question, *S.E.D.E.I.S.*, the economic and social study organization of French industry, remarks: "It is not certain that the Common Market will reach all its aims according to the agreed schedule—mostly, let us hasten to admit, because of differences of production conditions and cost-burdens between France and its partner-nations—but on the other hand, we have always insisted that the Common Market is and will remain open, and not be fixed in either size or concept." Says the *C.N.P.F.* (Federation of French Industries) itself: "The Common Market is a concrete step toward lowering trade barriers and toward European integration, and its future success should well attract other peoples, producers and traders to its tenets and association."

Germany's Walter Hallstein, President of the Commission for the European Common Market, taking note of the claim that there might be some discrimination against European nations not taking part in the Common Market, recently declared: "Such countries are free to join the Market whenever they wish. Far from opposing creation of the larger Free Trade Area, we favor such a project, not from bad conscience but in order to realize a subsequent progress in European unity."

The Common Market would have lowered and uniform customs protection in regard to non-member countries, while the Free Trade Area project would allow each of its seventeen nations to set its own tariffs against outside countries.

In a given time, perhaps within the next decade, Common Market countries—the present six plus others that may have joined by then—will have a similar tariff structure, and parallel policies regarding foreign trade.

The Common Market should not reduce any one member nation's import needs from other countries and continents. On the con-

(Continued on page 22)

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

A. & G. Valcke & Cie.

Société Anonyme au Capital de 100.000.000 de Frs

FONDÉE EN 1869

AGENTS MARITIMES

P A R I S

54, Rue de Paradis

R O U B A I X L Y O N

215, Rue des Arts 13, Rue Constantine

L E H A V R E C A S A B L A N C A

Franklin Building 2, Rue de Foucauld

M A R S E I L L E

5, Rue Gilbert - Dru

Succursales, Filiales ou Correspondants attitrés dans les principaux centres en France et à l'Etranger.



DÉPOSEZ VOS ÉCONOMIES À

LA

BANQUE D'ÉPARGNE

DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

IL Y A UNE SUCCURSALE DANS VOTRE
VOISINAGE

"COFFRETS DE SÛRETÉ"

LA SEULE

**BANQUE D'ÉPARGNE
À MONTRÉAL**

Coty
PARFUMS DE LUXE

COTY (CANADA) LIMITED
MONTREAL



POULENC
LIMITÉE

spécialités thérapeutiques de choix

8580 Esplanade

Montréal



Le trait d'union entre la France et le Canada

BANQUE CANADIENNE NATIONALE (France)

37, RUE CAUMARTIN, PARIS

BANQUE CANADIENNE NATIONALE
FONDEE EN 1874

CAPITAL VERSE	\$ 7.000.000
RESERVE	21.000.000
ACTIF, PLUS DE	660.000.000

PLACE D'ARMES, MONTREAL

587 Bureaux au Canada — 88 Succursales à Montréal



Notes sur les dispositions à observer dans la rédaction des factures exigées par les douanes canadiennes

Rédaction des factures douanières

1. L'attention des exportateurs vers le Canada est à nouveau attirée sur la nécessité d'apporter un soin particulier à la rédaction des factures douanières (*M.A.*: ventes fermes; *N.A.*: ventes en consignation).

2. L'administration des douanes canadiennes exige que toute marchandise importée au Canada soit accompagnée de factures douanières en trois exemplaires. Le destinataire ayant besoin d'une copie supplémentaire, les factures signées par l'exportateur doivent être adressées par la voie postale, en quatre exemplaire, à l'importateur. Seules les factures N.A. doivent être visées par l'attaché commercial du Canada à Paris.

3. Les trois exemplaires de facture sont indispensables à l'acheteur canadien pour obtenir le dédouanement des marchandises. C'est en effet sur la base de ce document que la douane canadienne établira:

a) Le montant des droits de douane à acquitter, qui sont calculés sur le plus élevé des montants figurant dans les colonnes séparées "Juste valeur courante" et "Prix de vente à l'acheteur canadien";

b) Le montant du droit antidumping qui s'ajoutera au droit de douane si le prix de vente est inférieur à la juste valeur courante.

4. Lorsque les droits sont calculés sur la juste valeur courante, la valeur en douane est égale au prix intérieur français (généralement prix F.O.B. ou départ usine) duquel l'importateur est autorisé à déduire:

a) L'escompte commercial courant s'il figure sur la facture, mais non l'escompte au comptant;

b) Les taxes françaises sur le chiffre d'affaires (taxe sur la valeur ajoutée, taxe d'encouragement à la production textile);

c) Les frais de transport et d'assurance, qui doivent être mentionnés à part (qu'ils soient payés d'avance et à recouvrer ou que l'importateur puisse les déduire de son règlement);

d) L'emballage maritime qui est taxé à un taux spécial de 7 ½ % s'il est mentionné séparément sur la facture.

5. Les exportateurs ne sont plus autorisés à faire figurer sur les factures douanières aucun remboursement au titre des charges sociales et fiscales. La douane canadienne n'en tient plus aucun compte et perçoit, s'il y a lieu, un droit antidumping sur leur montant.

6. La juste valeur courante doit figurer en francs français; le prix de vente à l'acheteur canadien peut être en francs ou, de préférence, en dollars. Le taux de change retenu est celui du jour de l'expédition. Si l'exportateur mentionne un taux de change, ce doit être celui du cours officiel majoré de 20 %.

7. La facture doit contenir une description de la marchandise conforme à l'envoi. Si un colis contient des marchandises non reprises dans la facture, mention doit en être faite sur ce document.

8. Il est recommandé aux exportateurs d'utiliser la formule suivante inscrite au recto de la facture M.A.:

"Nous certifions que la juste valeur courante de francs, déclarée ci-dessus, comprend les taxes et charges perçues en France sur des marchandises similaires et dont les marchandises désignées dans la présente facture ont été exemptées ou ont été ou seront dégreivées par remboursement: Taxe sur la valeur ajoutée: ... %, soit francs."

Autres taxes (éventuellement):

(Services du Conseiller commercial de France)

C'EST LE DEVOIR DE CHAQUE FRANÇAIS AU CANADA

... de faire connaître la France autour de lui. Pour vous aider dans cette œuvre bénévole, procurez-vous gratuitement brochures, dépliants, informations diverses, auprès des:

SERVICES OFFICIELS DU TOURISME FRANÇAIS

1170 rue DRUMMOND, MONTREAL

Tél.: UNiversity 6-5016

L'industrie automobile...

(suite de la page 6)

comme la Dauphine "Gordini" et l'Aronde "Montlhéry" qui diffèrent des types classiques par leur puissance et leur présentation.

Le résultat de cette recherche persévérante de l'amélioration technique ne se retrouve pas seulement dans les chiffres de vente, pourtant éloquentes, mais aussi dans la compétition, où les constructeurs ne craignent pas de soumettre leurs modèles aux véritables "traitements de choc" que constituent la course ou le raid.

Le palmarès 1957, pour les seules marques françaises, couvrirait plusieurs pages de cette revue; car il ne se limite pas à quelques grandes épreuves, mais s'étend aussi bien aux tests d'économie de consommation qu'à ceux mettant à l'épreuve la robustesse de la mécanique. Ainsi, la Renault Dauphine qui s'adjugea, dans sa catégorie, 19 rallyes, 2 courses de côte et 1 tour, sans omettre le trajet le plus économique à travers Paris, en couvrant 21 km. 720 avec... 1 litre d'essence. Ainsi, les 14 records du monde et 28 records internationaux battus sur la piste de Montlhéry par une Aronde strictement de série, franchissant les 100.000 km. à 113,10 de moyenne. Ainsi, la DS Citroën qui fut la seule voiture du monde entier invitée par les organisateurs de la Triennale de Milan, lesquels fondèrent leur choix sur l'esthétique du carénage, conforme à la plus rigoureuse technique aérodynamique et aussi sur les recherches mécaniques multiples que comporte le véhicule. Ou encore, la longue série des succès sportifs de Peugeot, avec ses modèles 203 et 403, dont les plus prestigieux furent incontestablement ceux remportés dans Liège-Rome-Liège, course qualifiée de marathon olympique et de test de vérité, et dans le fameux Mille Miles avec deux voitures placées, sans négliger pour autant le dernier en date de l'année 1957, le Grand Prix d'Argentine, dans lequel une 403 s'est classée pre-

mière de toutes les voitures particulières de série non modifiées, avec une avance de... 4 h. 25 sur son immédiat adversaire.

Ainsi, que ce soit sous l'angle de la compétition sportive ou commerciale, de la conception et des progrès techniques, l'industrie française de l'automobile incarne de plus en plus un pays en rapide évolution économique.

("Cahier Documentaire",
Commerce Franco-Suisse, No. 2.)

APISERUM

de BELVEFER

Solution Pure de GELÉE ROYALE

Importé de France

Concessionnaires exclusifs pour le Canada:

J. DELEPINE — R. LESTANG

170 est, rue Dorchester, Montréal
Avenue 8-2375

*Voyagez plus agréablement et visitez mieux...
la FRANCE et l'EUROPE...*

Pour information s'adresser au

**SERVICE EUROPEEN DE
TOURISME AUTOMOBILE
Enr'g.**

Agent exclusif PEUGEOT au Canada

1190, rue Drummond, Montréal, Tél.: UN. 1-0200 —
31, King Street, W., Sherbrooke, P.Q., Tél.: LO. 9-5174

au volant d'une

PEUGEOT

Modèles

203 Berline	\$1.145
203 Berline, toit ouvrant	\$1.175
403 Berline	\$1.500
403 Berline, toit ouvrant	\$1.530

Modèles

403 Familiale	\$1.750
403 Commerciale	\$1.650
Cabriolet	\$2.500

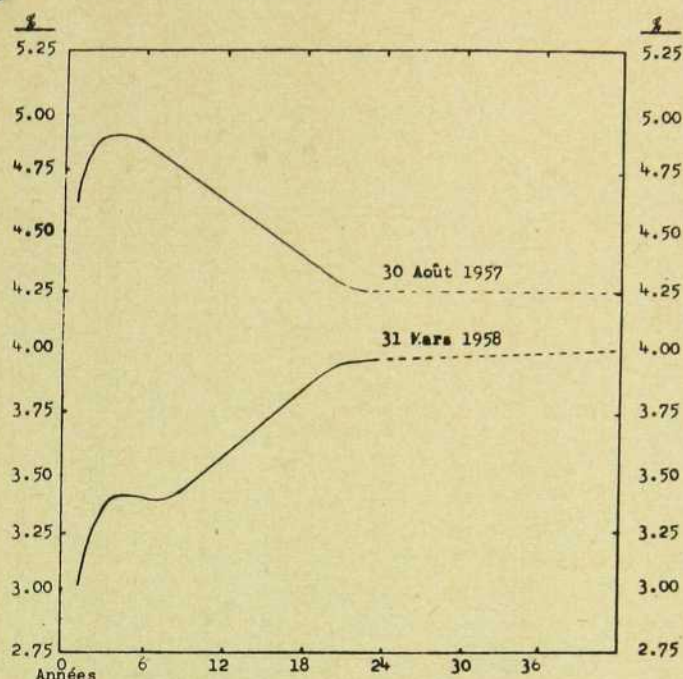
**LIVRABLE DANS TOUTE L'EUROPE
GARANTIE DE RACHAT EN DOLLARS
PLAN DE FINANCEMENT**

1219, rue Saint-Denis, Montréal, Tél.: AV. 8-4902
73 Adelaide Street, W., Toronto, Ontario

La conjoncture...

(suite de la page 4)

TAUX DES OBLIGATIONS THEORIQUES DU GOUVERNEMENT DU CANADA



Source: Sommaire statistique de la Banque du Canada, Août 1957-Mars 1958.

Cependant, depuis le milieu d'avril, à la suite des nouvelles mesures de relâchement monétaire adoptées aux Etats-Unis, le glissement des taux s'est encore accentué, s'étendant aux obligations d'une durée de seize à vingt ans.

Sur le marché des actions, en dépit des diminutions de profits dans nombre de sociétés, accompagnées dans certains cas de réduction de dividendes, les pertes enregistrées en automne ou au début de l'hiver 1957 ont été en partie regagnées. A New York, l'indice Dow Jones, qui d'un sommet de 527,7 était tombé à 419,79, vient d'atteindre 460,75. Parallèlement, la moyenne des actions industrielles de la Bourse de Montréal, après un fléchissement de juillet à octobre de 300 à 200, est maintenant à 250,8.

La hausse récente s'explique par la puissance des facteurs psychologiques et autres qui, sur ce continent, à cette époque de l'année, agissent habituellement comme stimulants de la demande. Elle traduit de plus le sentiment que, débarrassée des excès spéculatifs de ces dernières années, l'économie est appe-

lée à bénéficier de l'ajustement actuel; enfin, de nombreux acheteurs, estimant que malgré la récession un danger d'inflation demeure, poursuivent l'exécution de programmes à long terme, et leurs achats représentent un facteur appréciable de reprise en cas de baisse du marché.

* * *

Au cours des prochains mois, trois facteurs principaux sont appelés à exercer une influence déterminante sur l'évolution du marché canadien: au Canada, le volume des investissements et la politique suivie par les pouvoirs publics; aux Etats-Unis, l'interprétation par les autorités monétaires de la nature de la récession actuelle.

Le volume des investissements dépend essentiellement de la durée de la récession, elle-même fonction du degré de saturation de la demande sur le marché des biens durables, et de la cadence à laquelle la surcapacité de l'appareil productif pourra être résorbée. A cet égard, on ne dispose guère de renseignements pour le Canada.

Par contre, pour les Etats-Unis, qui en 1956 ont absorbé 9,6 % de la production canadienne, d'après de récentes enquêtes, la saturation du marché dans la catégorie des biens durables serait plus prononcée que lors du ralentissement de 1954.

En général, dans une économie comme celle du Canada, où l'épargne est déficitaire par rapport aux investissements, le financement d'investissements publics pose un problème de choix entre, d'une part, une politique monétaire orientée dans un sens classique avec taux d'intérêt soutenus pour encourager les souscriptions et maintien de l'offre d'argent à un niveau raisonnable, le solde des besoins devant faire l'objet d'emprunts à l'étranger; d'autre part, une politique de développement considérable de l'offre d'argent avec baisse des taux d'intérêt.

Dans le cadre de cette option, et comparés aux taux courants sur le marché, les rendements offerts par le gouvernement du Canada sur sa récente émission de 950 millions de dollars d'obligations, dont les modalités sont rappelées ci-dessous, apparaissent relativement favorables. Récemment, les cours pour les trois premières tranches faisaient ressortir une prime de 0,50 à 0,65.

Aux Etats-Unis, les mesures récemment adoptées par le Federal Reserve Board pour relâcher l'offre

(suite à la page 26)

Termes de l'émission du 1er mai

Montants	Taux	Echéances	Prix	Rendements	Marché le 6 mai	
					Prix offerts	Rendements
\$200 millions	2½ %	1 juil. 1959	99,50	2,94	100,00	2,50
\$400 millions	3 %	1 mai 1961	99,00	3,35	99,65	3,12
\$200 millions	3½ %	1 mai 1970	98,00	3,71	98,50	3,65
\$150 millions	3¾ %	15 janv. 1978	96,50	4,01	96,50	4,01

Free Trade Area . . .

(Continued from page 17)

trary, the expected general rise in production and living standards can only increase the Common Market countries' call for more raw materials and capital goods, and even certain consumer goods. Furthermore, the associated development of the French African territories will offer fresh opportunity for outside capital investment, and for sales of machinery and finished products by non-Common Market exporters.

The creation of the Common Market may indeed prompt certain rearrangements on the part of present outside traders with the Common Market countries. For instance, a number of American and other foreign enterprises now simply exporting to one or more of these six national markets may find it more expedient and profitable to set up production units within the Common Market. Too, there may be less call on countries outside the six for foreign consumer goods in the initial stages of the project (but undoubtedly more call for imports like coal and machinery). In any case, the Common Market is scheduled to develop in gradual stages, and this will give ample time to outside businessmen and enterprises to adjust their production and trading position to take advantage of the new mass-market opportunities in Europe.

Britain would be welcomed into the Common Market any time she accepts the original agreement of the six founding countries and whatever degree of integration they have achieved at the time of British entry. Meanwhile, trading with Great Britain is not likely to decline. (The present export-import figures show that while the total trade balance of the six countries with the United Kingdom is slightly in the black, the balance with the whole sterling bloc is heavily in the red.)

What about the United Kingdom's claim that if her exports to Common Market countries are reduced, she will be forced to look elsewhere to buy her bacon, eggs, butter, fruits, flowers and vegetables—the bulk of which she now purchases from the Continent? The answer of Common Market sponsors is that the trade of their six countries with Great Britain should not change substantially, and that Britain in any case could not easily find new sources for the food products it buys from the Continent, let alone pay the higher prices involved in transporting perishable foods from distant exporters.

Among the Common Market countries, France especially subsidizes its agriculture and thus raises prices of agricultural products above their natural level. Yet France, in the agreements with its five partner-nations, has insisted on including agriculture in the whole Common Market structure. British and other critics say that this can only cut off some of the food imports of the

other five nations from outside sources of supply, as well as increase the prices they must pay for agricultural products. In the argument the British go further and say the United Kingdom could never join any scheme of European economic unification if agriculture were not excluded, since this would preclude the special arrangement it has set up to import agricultural products from Commonwealth countries, and because British farmers, like those in most other nations of the world, insist on protection.

In its survey on the *European Free Trade Area*, the Federation of British Industries has this to say about agriculture: "Since the proposals for the European free trade area were first mooted in the summer of 1956, H.M. Government have, with the support of British industry, firmly adhered to the line that the United Kingdom's association with a free trade area is conditional upon the exclusion of foodstuffs from its scope. There are two main reasons for this stand: (1) Imperial preference—The United Kingdom must be free to continue the preferential arrangements which apply to imports of foodstuffs from the Commonwealth... and (2) Protection of United Kingdom agriculture—The United Kingdom and most other European countries protect their home agriculture by one means or another for well-known reasons, and will wish to continue to do so. The United Kingdom would not in the foreseeable future be prepared to remove protection in this field and to admit the free entry of foodstuffs."

The principal French positions on agriculture are:

1. Any real European integration cannot stop short of the large amount of productive investment and people involved in agriculture. Even the Scandinavian countries' Federations of Industries, in the joint statement several months ago which was critical of some of the agreements reached by the Common Market countries, insist that: "... It is necessary that... agricultural and fishery products be included in the Free Trade Area. Failing this, certain member countries would be put in a very disadvantageous position because a large proportion of their total export is at present made up of products in this category."

2. The subsidies given to French agriculture—largely provided by taxes on industry—have increased French primary agricultural output and food production high enough to meet all national needs as well as to export substantial amounts to European neighbors and partners. And any lessening of this incentive to local agricultural production would reduce the European Common Market's economic and social strength, and at the same time in the long run increase the prices it would have to pay for food imported from sources outside Europe.

The British say the Common Market would "divide" Europe, since only six countries are included in its special arrangements. The French and their partners answer that the Common Market

GALERIE D'ART

L'Art Français

Louis A. Lange, Propriétaire

TABLEAUX DE CHOIX

RESTAURATION
ANCIEN ET MODERNE

ENCADREMENTS
ARTISTIQUES

370 Ave. LAURIER Ouest

MONTREAL 8

(ouest de l'Avenue du Parc)

Egalement, le plus grand
choix en ville de reproductions
des maîtres modernes

TEL.: CR. 7-2179*

is a tangible start toward unifying Europe, and that it is entirely open to other European countries ready to accept its principles and program. Quite a few "Europeans" go even further and allege that the whole British push for the Free Trade Area stems only from their "fear" of European unity, and that it basically is a British effort to head off or delay an actual integration of Europe.

Indeed, in a recent public statement, Germany's Walter Hallstein, President of the Commission for the European Common Market, taking note of remarks that the Common Market might "divide" Europe, was moved to voice his regret that "those who have not hesitated to make heavy sacrifices are being accused of deepening the chasm which separates the nations of Europe!"

The British say that agricultural products should not be included in Free Trade Area projects, since the United Kingdom is the world's largest single market for food products and the most important for European food exports. In addition to the points made above by the French on the subject of agriculture in the Common Market, they also point out that the United Kingdom imposes tariffs of up to 30% on food imports from Europe while Commonwealth food products go in free.

Britain, in its objections to the Common Market, in effect would demand to be admitted to the markets of its partners without fully opening its own markets to the other nations in the association. As an *S.E.D.E.I.S.* Bulletin bluntly remarked: "The United Kingdom would keep the Commonwealth as its own private hunting ground while refusing, for instance, to allow Common Market countries' agricultural products freely to enter its own territory. Britain therefore would benefit from its 'imperial preference' and from a 'European preference', controlling one by use of the other. In this specially privileged position, a British product would go tariff-free into a market of 287 million (Free Trade Area), and preferentially into a market of 500 million in the Commonwealth.

"With the United Kingdom thus placed as the junction between Europe and the British Commonwealth, capital, technicians and industry certainly would gravitate to the United Kingdom. Under this setup the United Kingdom would receive exorbitant gains and the Common Market countries would pay the price for them."

The French are by no means standing pat on the Common Market project, and consider it to be flexible rather than fixed as to size and quality.

Georges Villiers, President of the all-important *C.N.P.F.* (French Federation of Industries) which speaks for the whole French business community, in mid-March declared: "Despite the facts that the Free Trade Area concept would urge no greater tariff reductions than those in the Common Market agreements, and would provide for absolutely no economic integration or harmonization of social policies and economic conditions—the *C.N.P.F.* nevertheless believes that excellent relations must be established between the six Common Market countries and the other eleven nations in the O.E.E.C. In this connection, we will participate actively and extensively in the conference to be held in Paris beginning March 17th between the businessmen's organizations of all seventeen O.E.E.C. member-countries. At these meetings we will be exploring affirmatively the means of developing greater trade between the six and the eleven.

"The Common Market", Villiers concluded, "basically is a means of liberalizing and increasing trade; of unifying Europe and making it more productive, vigorous and viable. And it is also a step toward consolidating peace and promoting prosperity. For these reasons, nothing should delay its healthy growth."

("France Actuelle", April 1958.)

1er SALON INTERNATIONAL DE LA PIÈCE DETACHÉE ÉLECTRONIQUE

du 20 au 26 juin 1958,

Parc des Expositions, Porte de Versailles, à Paris

Devant l'importance de plus en plus considérable prise depuis vingt ans par le Salon de la Pièce détachée électronique, tant au point de vue de l'intérêt technique que de son rayonnement à l'étranger, il a été décidé de lui conférer à partir de 1958, un caractère international.

Ce premier Salon international de la Pièce détachée électronique est organisé sous l'égide de la "Fédération nationale des Industries électroniques" françaises (F.N.I.E.) 23, rue de Lübeck, Paris 16e - P.A.S. 01-16.

Il rassemble les constructeurs des principaux pays qui, présentés par leurs organisations syndicales nationales, ou par les services d'Etat dont ils relèvent, exposent la gamme la plus étendue des éléments utilisés, dans la construction des divers appareils radioélectriques et électroniques :

Amplificateurs, antennes, appareils de mesure, bobines, condensateurs, fiches et contacteurs, haut-parleurs, lecteurs de son, résistances et potentiomètres, transformateurs, etc. . .

La date du Salon a été spécialement choisie pour permettre aux visiteurs étrangers de pouvoir assister aux plus brillantes manifestations de la Grande Semaine de Paris, à cette époque de l'année où la ville déploie tous ses charmes.

Les visiteurs de l'Exposition internationale de Bruxelles pourront profiter de la proximité de Paris pour se rendre au Salon.

Il n'est pas douteux que le rassemblement des premiers constructeurs français et étrangers n'attire un nombre considérable de visiteurs, faisant ainsi de ce premier Salon international de la Pièce détachée électronique la plus grande confrontation mondiale dans le domaine de l'électronique.

La Bourse . . .

(suite de la page 11)

\$21½, l'action représente 3,3 fois le revenu en espèces de l'année dernière; le dividende indiqué de \$1,00 procure un rendement de 4,6 %. Bien que la société dépende surtout de la construction, son activité est diversifiée et s'étend aux différents types de travaux publics. La société devrait donc bénéficier de tout accroissement du programme gouvernemental de travaux publics, cette augmentation compensant la baisse dans la construction industrielle.

Il est possible que les bénéfices de Canada Steamship Lines et de Foundation Company marquent une régression en 1958. Toutefois, les dividendes semblent être bien protégés; ils représentent une distribution inférieure à 35 % des bénéfices de l'an dernier.

(Communiqué par la maison Greenshields & Co. Limited)

IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE FRANCE

Postes ayant dépassé 500.000 dollars en 1956
ou 1957

(En milliers de dollars canadiens)

(classés par ordre d'importance en 1957)	1956	1957	En augmentation	En diminution
Poutres d'angle, 35 lbs. ou plus	1.552	2.549	997	
Poutres d'angle, non dénommées	3.432	2.280		1.152
Brandy	1.510	1.778	268	
Livres en langues étrangères	1.467	1.515	48	
Vins non mousseux	1.240	1.488	248	
Tubage (puits eau, gaz, pétrole)	1.696	1.388		308
Machinerie non dénommée	110	901	791	
Pneumatiques	1.032	840		192
Magazines, journaux	640	796	156	
Muriate de potasse	382	747	365	
Turbines à eau et pièces détachées	43	709	666	
Worstedes et serges	427	702	275	
Cuirs préparés	495	511	16	
Produits chimiques non dénommés	235	505	270	
Dentelles, broderies	527	486		41
Verre à vitres transparent	522	278		244

Postes compris entre 100.000 et 500.000 dollars
en 1956 ou 1957

(classés par ordre d'importance en 1957)

Liqueurs	463	498	35	
Souffleries (affinage minerais, métaux)	—	486	486	
Vins mousseux	455	471	16	
Films cinéma positifs	348	443	95	
Produits du fer et de l'acier, non dénommés	66	368	302	
Bitord de laine peignée	235	325	90	
Bauxite et alumine	—	303	303	
Articles de religion	266	258		8
Parfumerie (alcool) moins de 4 onces	289	256		33
Eaux minérales et médicinales	252	256	4	
Articles de pêche	229	245	16	
Sulfate de potasse	180	242	62	
Contreplaqué collé ou cimenté	202	241	39	
Gants de peau pour femmes	225	226	1	
Fromages	223	218		5
Tapis en rouleaux	192	216	24	
Porcelaine de table	53	192	139	
Préparations médicinales sèches	194	183		11
Barres, billettes, m/m 4 ¢ par lb.	240	179		61
Teintures d'aniline	253	179		74
Appareils à conditionner l'air	—	175	175	
Bibles, livres de prières	204	174		30
Transformateurs et pièces, non dénommés	15	172	157	
Peintures, tableaux, \$20 ou plus	272	166		106
Armes, etc. (NATO)	204	164		40
Broyeuses de minerai, foreuses	—	160	160	
Glace de vitrage, non dénommée	207	158		49
Commutateurs, tableaux d'appel	47	157	110	
Tissus en fibres synthétiques, non dénommés ...	211	156		55
Tôles (teneur en silice 0,75 % ou plus), pour appareils électriques	—	154	154	
Fruits confits	118	153	35	
Anhydride phtalique	69	151	82	
Automobiles, passagers, moins de \$1.200	20	148	128	

(En milliers de dollars canadiens)

	1956	1957	En augmentation	En diminution
Livres de textes pour écoles	143	144	1	
Profilés fer acier, m/m 35 lbs. par yard	298	133		165
Boîtiers de montres et pièces	113	126	13	
Porte-monnaie, portefeuilles, etc.	127	121		6
Articles divers pour métallurgie	25	120	95	
Beurre de cacao	161	119		42
Disques phonographe	98	115	17	
Ecrous, boulons, rondelles, rivets	84	114	30	
Tissus de soie, non dénommés	110	111	1	
Tissus de jute écru	127	107		20
Vêtements sacerdotaux toutes matières	103	104	1	
Tissus en fils de laine, non dénommés	96	100	4	
Cloches d'église	101	98		3
Poil pour chapeliers, séparé de la peau	205	94		111
Gants, mitaines, en cuir	117	94		23
Vêtements laine, femmes et enfants	109	93		16
Presses pour imprimerie	239	93		146
Verre à glaces, 7 à 25 pieds carrés	100	93		7
Cacao, chocolat en poudre	105	86		19
Tissus coton de couleur, non dénommés	134	84		50
Tôles, m/m 5 ¢ par lb.	445	79		366
Pipes, articles pour fumeurs	115	78		37
Papier à cigarettes en paquets	177	77		100
Tubes, tuyaux fer ou acier, ouvrés, pas plus de 10 pouces ½ de diamètre	100	73		27
Peaux de lapins non préparées	110	72		38
Coiffes et formes feutrées fourrure	141	57		84
Alliages non dénommés pour acier	148	54		94
Huiles essentielles	118	54		64
Grues, etc., d'un genre fabriqué au Canada	129	52		77
Préparations pour désinfection	102	43		59
Appareillage radio, non dénommé	106	15		91
Concentré de tomates	136	-		136

(Communiqué par les Services du Conseiller commercial de France à Ottawa.)

*Voyagez plus agréablement et visitez mieux...
la FRANCE et l'EUROPE...*

*"Ne soyez plus tributaire
d'horaires fixes"*

au volant d'une

CITROEN

OU

DYNA-PANHARD

2 CV ALZ

ID-19

DS-19

Dyna (Berline)

**SERVICE EUROPEEN DE
TOURISME AUTOMOBILE Enr'g.**

1190, rue Drummond, Montréal, Tél.: UN. 1-0200

1219, rue Saint-Denis, Montréal, Tél.: AV. 8-4902

31, King Street, W., Sherbrooke, P.Q., Tél.: LO. 9-5174

73 Adelaide Street, W., Toronto, Ontario

Garantie de fabrique

Livable en France ou à l'étranger

Prix exportation (T.T.X.)

Garantie de rachat en dollars

Kilométrage illimité

(Plan de financement)

La conjoncture...

(suite de la page 21)

d'argent sont devenues de plus en plus énergiques. En effet, lorsqu'en novembre dernier la politique de resserrement du crédit appliquée jusqu'alors a fait l'objet d'un premier revirement, une reprise rapide de l'activité et le retour à une nouvelle poussée vers l'inflation semblaient encore possibles. En conséquence, à cette époque le relâchement de l'offre d'argent avait été relativement limité.

Par contre, les dernières mesures de réduction des réserves obligatoires des banques centrales et de baisse de leur taux de réescompte constituent une intervention beaucoup plus décisive. Elles reflètent à l'échelon officiel l'opinion que la présente récession correspond à un ajustement de nature cyclique pleinement caractérisé plutôt qu'à une quelconque correction d'inventaires. Bien qu'encore modérées, elles ne sont pas sans rappeler la politique très agressive d'argent facile suivie lors du ralentissement de 1953-1954.

Combinée avec la perspective d'un déficit de 8 milliards de dollars pour le prochain exercice fiscal, la politique actuelle montre que la crainte des autorités monétaires d'une nouvelle inflation est passée au second plan de leurs préoccupations. Plutôt que l'inflation, la récession et la déflation sont devenues les dangers à combattre.

ALLIED PRESS INC.

IMPRIMERIE FRANÇAISE

ARMAND BORNSTEIN, Président

Membre de l'Union Nationale Française,
de la Chambre de Commerce Française au Canada,
des Anciens Combattants Français
et de l'Association des Français Libres

7055, RUE ALEXANDRA - CR. 7-4193 - MONTREAL

TOURISTES CANADIENS
Voyagez économiquement

SAINT CHRISTOPHE MOTOR

3, rue SCHEFFER Paris (16e)
(Trocadéro)

Tél. Kléber 46-26

Grand choix de voitures neuves et occasions récentes
toutes marques

Garantie de revente ou de rachat

TOUTES FORMALITES — ASSURANCES
Adr. Télégraphique: SAINTOR — PARIS

Nos Nouveaux Membres

M. Raymond DUPUIS

Président de la Maison Dupuis Frères Ltée,
865 est, rue Sainte-Catherine, Montréal
présenté par MM. J. Contat et B. Lechartier

Colonel Maurice FORGET

Ancien Attaché militaire près l'Ambassade
du Canada à Paris

Président de Forget & Forget Ltée

51 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal
présenté par MM. J. Contat et B. Lechartier

M. René GUILLEMETTE

Industriel

1176 est, rue Lagauchetière, Montréal
présenté par MM. Raymond Robic et Horace Boivin

M. John TURNER

Directeur général adjoint de la Banque de Montréal
119 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal
présenté par MM. J. Contat et B. Lechartier

CHRONIQUE DE NOS MEMBRES

Deux de nos membres, M. Pierre Tisseyre et M. Guy Boulizon, viennent d'être élus, respectivement, président et vice-président de la Société des Editeurs canadiens du Livre français. Cette société, qui fut fondée pendant la guerre, groupe aujourd'hui dix-neuf maisons d'édition canadiennes.

M. Pierre Tisseyre, qui est secrétaire-adjoint de notre Chambre, est le représentant et fondé de pouvoir au Canada de la Société des Gens de Lettres et de la Société des Auteurs dramatiques. Il est également directeur et vice-président du Cercle du Livre de France, et c'est à ce titre qu'il vient d'être élu par ses collègues à la présidence de leur association. M. Pierre Tisseyre est au Canada depuis douze ans.

M. Guy Boulizon, qui avait été nommé récemment, à la retraite de M. Eugène Issalys, directeur des éditions à la Librairie Beauchemin, est au Canada depuis une vingtaine d'années.

C'est avec regret que nous avons appris le décès, survenu à l'âge de 75 ans, de M. Henry LAUREYS, membre de notre Chambre de Commerce depuis de nombreuses années.

La Chambre de Commerce Française au Canada présente à Mme H. Laureys et à ses enfants ses bien sincères condoléances.

Membres de la Chambre de Commerce Française au Canada

PRESIDENT D'HONNEUR

Son Excellence Monsieur Francis Lacoste
Ambassadeur de France au Canada

VICE-PRESIDENTS D'HONNEUR

M. Raymond Treuil
Conseiller Commercial et Financier
près l'Ambassade de France au Canada

M. Ernest Ribère
Ministre Plénipotentiaire
chargé du Consulat Général de France à Montréal

MEMBRES D'HONNEUR

M. Marcel Nougier
Ancien Président

M. Georges Vinant
Ancien Président

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

M. Jean G. Contat

VICE-PRESIDENTS

M. François Ducros
M. Bernard Lechartier

SECRETAIRE

M. André Sutto

SECRETAIRE-ADJOINT

M. Pierre Tisseyre

TRESORIER

M. J. E. Rivière

CONSEILLERS

MM. Victor Durand

Gaston Jouven

Henry Mhun

Henry de la Myre Mory

Jean Ponsot

Etienne Spire

CONSEIL D'ARBITRAGE

MM. P. Andrieux

G. Boussion

G. Boulizon

R. Duron

H. de Lanauze

A. Ligne

R. Malterre

B. R. de Massy

R. Mazur

P. Mora

A. Quedec

MEMBRES ACTIFS

M. Pierre d'Allemagne, ingénieur conseil, 3180, avenue Van Horne, Montréal.

M. Pierre Andrieux, industriel, banquier, 2182, avenue Lincoln, Montréal 25.

M. Maurice Aubin, propriétaire et gérant de M. P. Aubin Reg'd. Représentant de manufactures, importateurs, 620, rue Cathcart, Montréal 2.

M. François Avon, directeur général de Poulenc Ltée, 8580, rue de l'Esplanade, Montréal 11.

M. Louis Baisez, représentation de fabriques et de maisons d'éditions, 829, avenue Pratt, Montréal 8.

Barclay Press Co., imprimeurs, éditeurs, lithographes, 3451, rue Masson, Montréal.

M. Henri Beaulieu, C.R., avocat de l'étude de Beaulieu, Beaulieu et Casgrain, 10 est, rue Saint-Jacques, ch. 61, Montréal 1.

M. Victor Bedos, président de H. Bedos & Co., (Canada) Inc., 445 ouest, rue Jean Talon, Montréal 15.

M. Marcel Bellier, Techniques Françaises Enrg., 382, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal 8.

M. Jacques Bénard, ancien président, conseiller du Commerce extérieur, vice-président de B.O.P., 455 ouest, rue Craig, Montréal 1.

M. Abel Benquet, restaurateur, "Le Petit Trianon", 2012, rue Peel, Montréal.

M. Léopold Bernier, président de C. X. Tranche-montagne & Cie Ltée (importateur de textiles en gros), 459, rue Saint-Sulpice, Montréal.

M. André Bertheau, 3500, rue de la Montagne, Montréal.

M. Hector Bertrand, C.A., comptable agréé, a/s Lorenzo Bélanger & Associés, 1980 ouest, rue Sherbrooke, suite 360, Montréal 25.

Bianchini Fériet (Canada) Ltd., soiries hautes nouveautés, 600 New Birks Building, Montréal.

M. P. Horace Boivin, maire de la cité de Granby, Granby, P.Q.

M. E. D. Bonnard, président de Bonnard Equipment Ltd. (Tracteurs "Fergusson et Massey-Harris", Machines aratoires — Moteurs Gardner Diesel), 2575, Remembrance Road, Lachine 32, P.Q.

M. Jean Bonnel, 1570 ouest, rue Bernard, Montréal 8.

M. A. Bornstein, président, Allied Press Inc., imprimerie, 7055, rue Alexandra, Montréal 11.

M. Guy Boulizon, Librairie Beauchemin, 656, rue Wiseman, Montréal 8.

M. Gabriel Boussion, importateur, représentant de vins, jus de fruits et produits spéciaux pour distilleries, vineries, 772 ouest, rue Jean-Talon, Montréal 15.

M. Paul Louis Bouvart, directeur, adjoint du directeur général, Poulenc Ltée, 8580, rue Esplanade, Montréal 11.

M. François Bouyeux, restaurateur, 12 est, rue Craig, Montréal.

M. Guy R. Brassard, Brassard Reg'd. (importation-exportation), 2245, rue Viau, Montréal 4.

Bruck Mills Ltd. (représenté par M. F. J. Delicaet), fabricants de textile (importation-exportation), fils de soie artificielle et nylon, 460 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal.

M. Jean Brusset, président, West Can. Oil and Gas Ltd., 505 - 8th Avenue West, Calgary, Alta.

M. Charles Cadou, courtier en assurances, agent général de maisons de cognac, vins et porto, 4660 Queen Mary Road, Montréal 26.

M. Guy Chabot, associé senior de Raymond Chabot, Martin Paré et Cie, comptables agréés, 132 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Roland A. Chagnon, C.A., président de Fred. A. Lallemant & Cie Ltée (manufacturiers de levure et distributeurs de fromage), 1620, rue Préfontaine, Montréal 4.

M. Edouard Chamberland (manufacturier d'essences culinaires, importateur de produits alimentaires), 139 ouest, rue Saint-Paul, Montréal.

M. Jean Charton, président de Herdt & Charton Inc. (importations), 2245, rue Viau, Montréal 4.

M. Léon Charton, entrepreneur en peinture, 30, Montée Gravel, à Sainte-Dorothée, P.Q.

M. Louis-Paul Chartrand, Office Général des Grandes Marques, importations-exportations-représentations, 1768, Cedar Ave., Montréal.

- M. Albert Clément**, importateur, représentant, vins et liqueurs et produits alimentaires, Casier postal 384, Westmount, Montréal 6.
- M. Emile Jules Colas**, avocat et ingénieur civil diplômé, 276 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Louis Collard**, 3465, Ridgewood, Montréal 29.
- M. Jean G. Contat**, directeur général de l'hôtel Ritz Carlton, rue Sherbrooke ouest, Montréal.
- M. J. Eugène Côté**, chef de la publicité, Ronalds Advertising Agency Ltd., Keefer Bldg., 1440 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal.
- M. Martial E. Coullenot**, ingénieur civil, importateur, agent général de manufactures, 750, avenue Pratt, Montréal.
- M. René Crozier**, vice-président, J. B. Martin Company Ltd., B.P. 7, Saint-Jean, P.Q.
- M. J. Louis Davignon**, gérant général adjoint, Banque Canadienne Nationale, 112 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. R. B. Daville**, directeur-gérant, William Whiteley (Canada) Ltd. (importateurs vins et spiritueux), 1610 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.
- M. J. B. Delépine**, importateur de produits diététiques (Apisérum), 170 est, rue Dorchester, suite 105, Montréal.
- M. Georges Delrue**, joaillier, 1520, rue Crescent, Montréal.
- M. Raymond Denis**, organisateur général, La Sauvagerie, compagnie d'assurance-vie, 152 est, rue Notre-Dame, Montréal.
- M. Emile Désorcy**, directeur pour la Division Montréal du Crédit Foncier Franco-Canadien, 5 est, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. P. Hervé Desrosiers**, industriel, 1405, rue Peel, Montréal.
- M. Marc Dhavernas**, ancien président, président, North American Utilities, Sicard Inc., 1510, rue Drummond, Montréal.
- M. Henri Dolisie**, ancien président et conseiller du Commerce extérieur, ingénieur, président Canadian Liquid Air, 1111 Beaver Hall Hill, Montréal.
- M. Frédéric Dréville**, ingénieur hydraulicien, 5166 Westbury Ave., Montréal 26.
- M. R. M. Druesne**, 510, 26ème Avenue, Pointe-aux-Trembles, P.Q.
- M. François Ducros**, administrateur délégué, Corporation Pharmaceutique Française Ltée (fabricants, représentants de produits pharmaceutiques), 200, rue Vallée, Montréal.
- M. François Dupré**, président, hôtel Ritz Carlton, rue Sherbrooke ouest, Montréal.
- M. Jules Dupré, C.R.**, avocat, 60 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Jules Louis Dupuis**, propriétaire hôtel et restaurant, Domaine des Hautes Roches, à Eastman, P.Q.
- M. Raymond Dupuis**, président de la Maison Dupuis Frères Ltée, 865 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.
- M. Gaston Durand**, directeur, Perrin Glove Co. Canada Ltd., 437, rue Mayor, Montréal.
- M. Victor Durand**, représentant de manufacturiers français, 5025, rue Christophe-Colomb, Montréal.
- M. René Duron**, associé de Gagnon & Heurtel Enrg., courtiers en immeubles, 1465 ouest, rue Bernard, Montréal.
- M. Jean-Claude Eddé**, président de J. Eddé Ltée, importations de produits pharmaceutiques français, 1154, Beaver Hall Square, Montréal.
- M. Claude Farjon**, Salon Claude Enrg., coiffeur pour dames, Hôtel de La Salle, 1240, rue Drummond, Montréal.
- M. Hector Fontaine**, président du conseil, Agence Canadienne de Publicité Ltée, 1454, rue de la Montagne, Montréal.
- Col. Maurice Forget**, président de Forget & Forget Ltée, 51 ouest rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Jacques Fricout**, pépiniériste, 4417, rue de La Roche, Montréal 34.
- Honorable Wilfrid Gagnon**, industriel, 680 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.
- M. Paul R. Gauthier**, La Librairie Canadienne Enrg. (fournitures scolaires et articles religieux en gros), 397-399, rue de la Canadière, Québec, P.Q.
- M. Gérard B. Genest**, vice-président de l'exécutif, en charge des ventes, et assistant-directeur général de Herdt & Charton Inc. (importations-exportations, parfums, spécialités pharmaceutiques, vins et liqueurs), 2245, rue Viau, Montréal 4.
- M. Robert Gens**, propriétaire de Robert Gens & Cie, fabricants d'ornements d'église, 293, chemin du Tour, Ile Bigras, comté Laval, P.Q.
- M. Henri Gérin-Lajoie, C.R.**, avocat, membre senior de la firme légale Lajoie, Gélinas & Lajoie, 60 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Maurice Gervais**, gérant, Banque Canadienne Nationale, 1001 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal.
- M. Maurice Gillet**, maître-imprimeur, Typo-Press, 600, rue Legendre, Montréal.
- M. Francis Glorieux**, fabricant de tissus de laine, Textile Sainte-Anne Ltée, Rigaud, P.Q.
- M. François Gobin-Daudé**, agent de la Soc. An. Gobin-Daudé, Paris, 3061, Westmount Blvd., Montréal.
- M. Paul Gremaux**, représentant de la Fonderie Paccard à Ancey-le-Vieux; Etablissements Mamias, à Gagny (S. et O.); Max Ingrand, à Paris, 5579, rue Paré, Montréal 16.
- M. H. G. Grenier**, Placements Métropole Ltée, 7795, avenue Querbes, Montréal.
- M. Jacques Grunberg**, directeur du Département des Procédés, L'Air Liquide, 1111 Beaver Hall Hill, Montréal.
- M. René Guillemette**, président, Atlas Néon Ltd., fabrication, pose et entretien enseignes, panneaux, éclairage au néon, toutes peintures publicitaires, 1175 est, rue de Lagauchetière, Montréal 24.
- M. Jacques S. Guillon**, président, Simax Corporation Ltd., 1638 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 25.
- M. Pierre Guyot**, articles pour la fabrication d'ornements d'églises, orfèvreries d'églises, 1031 est, rue Rachel, Montréal.
- M. André Hadamar**, University Press of New Brunswick, Phoenix Square, Fredericton, N.B.
- M. Eugène Issalys**, libraire, éditeur, Librairie Beauchemin Ltée, 430, rue Saint-Gabriel, Montréal.
- M. Gaston Jouven**, directeur, A. Janin & Cie Ltée, 1460 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.
- M. Alfred Lacaze**, directeur de la Parfumerie L. T. Piver Ltée, 1030, rue Saint-Alexandre, Montréal.
- M. Robert H. Lacour**, optométriste-opticien, 4693, rue Delorimier, Montréal.
- M. Henri Lamande**, restaurateur, propriétaire du restaurant français "Lamande", 1354, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, P.Q.
- M. Henri de Lanaudze**, importateur, appareils cinématographiques, appareils photographiques, service technique et films de formats réduits, 1027, rue Bleury, Montréal.
- M. Louis A. Lange**, artiste-peintre et marchand de tableaux (Galerie l'Art Français), 370 ouest, rue Laurier, Montréal 8.
- M. Raymond Lavoie**, directeur général adjoint, Crédit Foncier Franco-Canadien, 5 est, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Roger Lebert**, boucher, "Anjou-Québec", 807 est, avenue Laurier, Montréal.
- M. Charles Le Borgne**, représentations industrielles et commerciales, 1487, rue de la Montagne, Montréal.
- M. Bernard Lechartier**, directeur général, Crédit Foncier Franco-Canadien, 5 est, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Bernard Leclerc**, secrétaire général, Crédit Foncier Franco-Canadien, 5 est, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Henri Lecocq**, directeur, Rodier (Canada) Ltée, représentant des Soieries Staron, 714 New Birks Building, Montréal.
- M. Henry E. Lefèvre**, ancien président et conseiller du Commerce extérieur, président Dominion Potash Ltd., 310, avenue Victoria, Westmount, Montréal 6.
- M. André Ligne**, administrateur directeur, Coty (Canada) Ltd. (Manufacturiers et distributeurs de cosmétiques), 7335, boulevard Saint-Laurent, Montréal.
- M. Jacques de Liniers**, président Wood Preservation Industries Ltd. (traitement des bois) et Barter & Trade Ltd., 2807, avenue Willowdale, Montréal.
- M. J. Loevenbruck**, importations de produits alimentaires, 1565, rue d'Iberville, Montréal.
- M. Gabriel Lucas**, joaillier, 1476 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.
- M. André Malavoy**, agent de voyages, 1225 ouest, rue Dorchester, Montréal.
- M. René Malterre**, maître-ébéniste, 2423 est, rue Notre-Dame, Montréal.
- M. Roger Maréchal**, président de Maréchal Constructions Ltd., 10744, rue Lamoureux, Montréal-Nord.
- M. Raphaël Markowski**, président, "Au Petit Versailles" (articles pour cadeaux), 930 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.
- M. Paul Maugé**, publiciste, administrateur, Tourne Théâtrale, 3610, rue McTavish, Montréal.
- M. Raymond Mazur**, importateur et distributeur, président Sélection Ltée (spécialités pour enfants); président Sélécta Inc. (distributors of home appliances and air conditioning), 6612, rue Saint-Hubert, Montréal 10.
- M. Georges H. Mercier**, directeur, Service expansion économique, Banque Royale du Canada, 360 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal 1.
- M. Henry A. Mhun**, économiste-conseil, 1462, rue Bishop, Montréal.
- M. J. F. Eugène Michaud**, courtier en impressions, 4547, rue De Lanaudière, Montréal 34.
- M. Henri Jacques Mô**, importateur, fabricant de meubles Moblex, 11845, rue Fillion, Montréal.
- M. Gaston Moquin**, Maison J. O. Moquin, courtiers en douanes et transitaires, 353, rue Saint-Nicolas, Montréal.
- M. Pierre Mora**, ingénieur, représentant au Canada des Entreprises Fougerolle, Key Construction, 1070, rue Bleury, Montréal.
- M. René Morand**, président de Boulevard Dodge-Soto Ltd., représentant exclusif de Chrysler Corporation, 3191, rue Tremblay, Montréal 26.
- M. Henry de la Myre Mory**, président, Cosmex Ltée (agents généraux pour Lancôme, S.A.), 1522 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.
- M. Aurélien Noël, C.A.**, associé de Maheu, Noël et Cie, comptables agréés, 276 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Jean Nolin**, conseil en publicité, agent général au Canada de Didot-Bottin (Paris) et de Publilmondial (Paris), casier postal 356, Westmount, Montréal 6.
- M. Marcel Nougier**, ancien président et conseiller du Commerce extérieur, importateur de spécialités pharmaceutiques et produits français, directeurs de Coronet Drug Co., 260 est, rue Rachel, Montréal 18.
- M. Jean Olive**, président, Corporation Pharmaceutique Française, 200, rue Vallée, Montréal.
- M. J. Alfred Ouimet**, importateur, agent manufacturier, spécialités: conserves alimentaires, 84 ouest, rue Saint-Paul, Montréal.
- M. Vital J. J. Pannells**, agent général importateur (coutellerie, outillage, armes, textiles spéciaux), 1003 ouest, rue Bernard, Montréal 8.
- M. Roger Paquet**, Hôtel le Châtelet, Morin Heights, P.Q.
- M. Gérard Parizeau**, président de Gérard Parizeau Inc., directeur de la revue "Assurances"; professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 410, rue Saint-Nicholas, ch. 18, Montréal 1.
- M. André Pasquin**, directeur, Service des Relations Etrangères, La Banque Provinciale du Canada, 221 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Marcel Pasquin**, suite 101, 4920, avenue Western, Westmount (Montréal 6).
- M. Michel Pasquin**, président, Intercontinental Corporation of Canada (Agence immobilière); Michel Pasquin & Associés (Expertises immobilières); suite 101, 4920, avenue Western, Westmount (Montréal 6).
- M. René C. Pasquin**, courtier d'assurances, 276 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.
- M. Gaston Pelletier**, pharmacien, gérant général de Vinant Ltée, 8355, boulevard Saint-Laurent, Montréal 11.
- M. Edmond Petzl**, peinture et débossage d'automobiles, 2089, rue Sanguinet, Montréal.
- M. Albert Pinel**, ingénieur agricole, valeurs de placement, immeubles, 3800, avenue Dupuis, app. 15, Montréal 26.
- M. Jean Ponsot**, représentant d'Air France, 1080, rue Université, Montréal.

M. J. Aristide Pony, propriétaire de la Librairie J. A. Pony Ltée, 554 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

M. Gérard Potez, administrateur de Valclair Investment Co. Ltd., président de Horton (Canada) Inc., 132 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Edgar Pouliot, directeur de Bianchini Férier (Canada) (soieries), Lesur Ltée (lainages), New Birks Bldg., Montréal.

M. Paul Pratt, administrateur, maire de Longueuil, président de l'Office Central Catholique Ltée, 198, rue Saint-Alexandre, Longueuil.

M. Walter Prior, Anglo American Telegraph Co., 140 ouest, rue Notre-Dame, Montréal.

M. André Quédec, 4328 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

M. Jean Racine, directeur, C. E. Racine et Cie Ltée, courtiers en douane, 300, rue du Saint-Sacrement, Montréal.

M. Jean Rivière, gérant, Anglo French Gelatines Ltd., 1487, rue de la Montagne, Montréal 25.

M. G. Rivollier, secrétaire général, Lafarge Cement of North America Ltd., 4287 Granville Street, Vancouver, B.C.

M. Bernard Robert De Massy, ingénieur E. N., vice-président Bristol Laboratories of Canada Ltd. (produits pharmaceutiques), 286 ouest, rue Saint-Paul, Montréal.

M. Louis E. Robert, agent de change, Geoffrion, Robert, Gélinas, 507, place d'Armes, suite 505, Montréal.

M. Paul Robert, docteur en médecine, 418 est, rue Sherbrooke, Montréal.

M. Raymond Robie, directeur, Maison Marion et Marion (ingénieurs conseils en matière de propriété industrielle), 1510, rue Drummond, Montréal.

Rougier Inc., fabricants de produits pharmaceutiques, 2055, rue Favard, Montréal 22.

M. Jean-Paul Rousseau, président, North American Electronics Ltd., 55 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Arcade Roy, représentant, Département Etranger Hachette, 914, rue Saint-Denis, suite 118, Montréal.

M. Georges Roy, avocat (Gadbois, Roy et Gadbois), 5 est, rue Saint-Jacques, ch. 12, Montréal.

M. Joseph Saint-Loup, représentant de manufactures (articles religieux), 1073 ouest, avenue Laurier, Montréal.

M. Pierre A. Salbaing, directeur technique, L'Air Liquide, 1111 Beaver Hall Hill, Montréal.

M. Anselme Samoisette, O.B.E., président directeur général, La Sécurité, compagnie d'assurances générales du Canada; président directeur général de La Progressive, compagnie d'assurances du Canada; et directeur général pour le Canada de la compagnie française du Phénix, 261 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Jack Sazie, agent importateur, 4040 Royal Ave., Montréal 28.

M. Georges Schaefer, Les Ateliers d'Art Liturgique Enrg., 29 est, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Fernand Schiettekatte, représentant-vendeur en tissu textile, 860, avenue Wilder, Montréal 8.

M. Georges Simon, représentant de la Compagnie Générale Transatlantique au Canada, 1255, Phillips Square, Montréal.

M. Norbert Smeulders, gérant de production chez J. E. Roy & Fils, imprimeurs, 265 ouest, rue Vitre, Montréal.

M. Etienne Spire, ingénieur conseil de L'Air Liquide, Louvroil-Montbard-Aulnoye, Usinor, Institut Français des Pétroles, Institut de Recherche de la Sidérurgie (Irsid), 3877 Draper Ave., Montréal.

M. André Sutto, directeur et vice-président, Office Central Catholique Ltée (importateurs d'articles religieux), 50 ouest, rue Notre-Dame, Montréal.

M. Joseph Jacques Telio, Telio Trading Co., 1193 Phillips Square, Montréal.

M. Charles Tiberghien, importation-exportation, 5215, avenue du Parc, Montréal 8.

M. Pierre Tisseyre, fondé de pouvoir de la Société des Gens de Lettres et de la Société des Auteurs Dramatiques, directeur du Cercle du Livre de France, 40, rue Molière, Montréal 10.

M. Laurence C. Tombs, vice-président, Guy Tombs Ltd., agents de voyages et expéditeurs, consul de Finlande, 1085 Beaver Hall Hill, Montréal.

M. Léonce Tourne, importateur-exportateur de pelletteries et manufacturier, Exotic Fur, Compagnie des Pelletteries Canadiennes Ltée, 4314, rue Saint-Denis, Montréal.

M. John Turner, directeur général adjoint de la Banque de Montréal, 119 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Philippe Valiquette, agent manufacturier, articles religieux et papeterie, 3235, rue Tremblay, Montréal.

M. F.A.E. Van Boven, La Banque Canadienne de Commerce, 265 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Gérard Van Houtte, importateur de thé, café alimentation, etc., 1030 ouest, rue Laurier, Montréal 8.

M. Georges Vasseur, directeur administratif, The Key Construction Ltd., 1040, rue Bleury, Montréal.

Honorable Thomas Vien, C.P. et C.R., sénateur et avocat, 132 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

M. Georges P. Vinant, ancien président, président Vinant Ltd., importateur, parfums, spécialités pharmaceutiques et cristalleries, 8355, boulevard Saint-Laurent, Montréal 11.

M. Robert Voisot, Canada-France Automobile Enrg., (vente par contrat de voitures françaises) (T.T.X.) aux touristes vers l'Europe, 75, rue d'Auteuil, Québec 4, P.Q.

M. Bertrand Vos, agences cristalleries françaises, etc., 1496, rue Barré, Cité de Saint-Laurent, Montréal.

M. André Welcker, docteur en médecine, pharmacien, directeur des Laboratoires Welcker & Cie Ltée (produits pharmaceutiques), 6325, rue Papineau, Montréal.

SOCIETES

Air France (M. Jean Ponsot, représentant au Canada), 1080, rue Université, Montréal.

C. N. A. Hyperphosphate Réno (MM. R. Olivier et A. Desmartis), William Houde Ltée, La Prairie, P.Q.

Confederation Development Corporation Ltd., (Hon. Wilfrid Gagnon, président), 680 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2.

Corporation Pharmaceutique Française Ltée (M. François Ducros, administrateur délégué) (fabricants, représentants, produits pharmaceutiques), 200, rue Vallée, Montréal.

Crédit Foncier Franco-Canadien (M. Bernard Lechartier, directeur général) (prêts hypothécaires), 5 est, rue Saint-Jacques, Montréal.

Dominion Potash Limited (M. Henry Lefèvre, président) (engrais chimiques), 310, avenue Victoria, Westmount, Montréal 6.

Fougerolle Canada Limited (M. Pierre Mora), entreprise de travaux publics, 23 Barat Road, Westmount, P.Q.

Furness Withy Co. Ltd. (M. E. P. Rees, directeur), Furness House, rue du Saint-Sacrement, Montréal.

International Transactions (Canada) Limited (M. B. Pierre Perriau, gérant général) (distributeurs des Laines du Pingouin), 300, Bates road, Ville Mont-Royal.

"La Paix" (compagnie d'assurances), siège social, 58, rue Taithout, Paris 9e. Représentant pour le Canada, M. Paul Tremblay, 465 rue Saint-Jean, Montréal.

La Société L'Air Liquide (M. Henri Dolisie, président) (industrie chimique, soudure), 1111 Beaver Hall Hill, Montréal 1.

Michelin Tires (Canada) Limited (M. Litalien, sales manager), 8660, rue Jeanne-Mance, Montréal 14.

Office Central Catholique Ltée (M. André Sutto, directeur et vice-président) (importateurs d'articles religieux), 50 ouest, rue Notre-Dame, Montréal.

Renault Inc. (M. R. Le Bouédec, directeur), filiale de la Régie Renault, 1427, rue de la Montagne, Montréal; 8555, Devonshire Rd, Ville Mont-Royal.

Roussel (Canada) Ltée, produits pharmaceutiques (M. Yves C. Gauthier, gérant), 209 est, rue Sainte-Catherine, Montréal 18.

Sicard Inc. (M. Marc A. Dhavernas, président), (souffleuses à neige, camions et tracteurs), 2055, rue Bennett, Montréal.

Société Nationale des Chemins de Fer Français (représentant au Canada: M. Joseph L. Klein), suite 439, King's Hall, 1231 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal 25.

Sorel Industries Ltd. (M. J. Edouard Simard, président), aciérie et arsenal, Sorel, P.Q.

Vinant Ltd. (M. G. P. Vinant, président) (importateurs, parfums et spécialités pharmaceutiques), 8355, boul. Saint-Laurent, Montréal 11.

SECTION DE L'ONTARIO

PRESIDENT

M. H. Hulot, Department Manager, The T. Eaton Co. Ltd., College Street, Toronto.

CONSEILLERS

M. R. Cera, Department Manager, The T. Eaton Co. Ltd., Yonge Street, Toronto.

M. H. Letroter, French Line, 6 Adelaide Street East, Toronto.

M. J. Reissman, importateur, 64 Wellington Street West, Toronto.

SECRETAIRE-TRESORIER

M. S. J. Aliman, négociant en tapis, 23 Grenville Street, Toronto.

MEMBRES

M. A. Burtaire, French Trading and Importing Co., 20 Temperance Street, Toronto.

M. G. Bagwell, Q.C., Barrister, 372 Bay Street, Toronto.

M. J. Bonus, General Manager British Trade Center, Royal Bank Bldg., Toronto.

M. J. M. Brisbin, Air France, 4 Albert Street, Toronto.

M. H. H. Bull, Prosecuting Attorney, 976 Avenue Road, Toronto.

M. W. Carsen, W. Carsen Co. Ltd., 88 Tycos Drive, Toronto.

M. E. M. Chamelet, Imperial Life Ins. Co., 134 Haddington Avenue, Toronto.

M. H. Dubé, H. Dubé Co., 200 Bay St., Toronto.

M. R. Haldi, Public Accountant, 5 Huntley St., Toronto.

M. D. Hartog, Director, The Liquid Leather Co., 199 Bay Street, Toronto.

M. L. A. Howard, Wine Importer, 200 Bay St., Toronto.

M. L. Katz, Canadian Fluorescent Light Co., 308 Adelaide St. West, Toronto.
 M. W. Latman, General Manager, Massey-Harris-Ferguson, 915 King St. West, Toronto.
 M. J. Lester, Maison Doree, 38 Asquith Avenue, Toronto.
 M. G. D. Little, Manager, Bank of Montreal, Queen and Yonge Streets, Toronto.
 M. W. Looser, Importer, W. M. Looser Co., 64 Wellington Street West, Toronto.
 M. F. D. Lowidt, President, Compass Commercial Enterprises Ltd., 137 Wellington Street West, Toronto.
 M. Dr. N. L. Mittler, 453 Huron Street, Toronto.

Dr. A. Palmer, Toronto Hydro, St. Clements Ave., Toronto.
 M. R. Prud'homme, Swiss Chalet, 234 Bloor St. West, Toronto.
 M. A. J. Pye, Furness Withy and Co. Ltd., 25 Adelaide Street West, Toronto.
 M. F. Rebeck, General Manager, M. Rebeck and Son Ltd., 21 Research Road, Toronto.
 M. L. D. Reid, Manager, The T. Eaton Co. Ltd., Yonge Street, Toronto.
 M. N. J. Roodenbecke, N. L. McNamers & Co., Ltd., 19 Melinda Street, Toronto.
 M. F. J. Seger, Manager, Falcon Lumber Ltd., 137 Wellington Street West, Toronto.

M. J. Sejnoha, artiste peintre, 559 St. Clements Ave., Toronto.
 M. A. Trites, Barrister, 212 King Street West, Toronto.
 M. P. S. Taylor, P. S. Taylor Furniture Co., 1196 King Street West, Toronto.
 M. G. L. Watt, Wine Importer, 1139 Bay Street, Toronto.
 M. D. R. Walkinshaw, Q.C., Barrister, 372 Bay Street, Toronto.
 M. Uholensky, Clarkson, Gordon & Co., 15 Wellington Street West, Toronto.
 M. J. C. Zago, coiffeur, King Edward Hotel Beauty Parlor, Toronto.

MEMBRES ADHERENTS — FRANCE

ACIERIES

Acieries de Gennevilliers (M. Philippe Delachaux, président, directeur général), avenue Louis Roche, boîte postale 33, Gennevilliers (Seine).
 Ugine, Soc. d'Electro-chimie, d'Electro-metallurgie et des Acieries d'Ugine, 10, rue du Général Foy, Paris 8e.

AGENTS MARITIMES ET DE TRANSPORT

Agence Maritime E. Foucher, 29, rue Tronchet, Paris 8.
 Consortium Maritime Franco-Américain, 25, place du Marché Saint-Honoré, Paris 1er.
 Joneman (S. A. de Transport), 52/54, rue Riquet, Paris 19e.
 R. Moiroud & Cie, 31, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.
 Valcke et Cie (Ets. A. & G.), 54, rue de Paradis, Paris.

APPAREILS ELECTRO-DOMESTIQUES

Société Calor, 142, Grande Rue de Montplaisir, Lyon 7e (Rhône).

APPAREILS INDUSTRIELS

M. Marcel Bellone, directeur de la Sagimco Engineering Corp., 34, Champs-Élysées, Paris 8e.

ARMATEURS

M. P. E. Cangardel, 36, rue de Naples, Paris 8e.
 Compagnie de Navigation Fraissinet et Cyprien Fabre, 15, rue Beauvau, Marseille (B. du R.).
 Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez, 1, rue d'Astorg, Paris.
 S.A.G.E.T., 6, rue Rabelais, Paris 8e.
 Messieurs Worms & Cie, 45, boulevard Haussmann, Paris 8e.

ARTICLES DE RELIGION

Joseph Bancel, Saint-Julien-Molin-Molette (Loire).
 Ancienne Maison C. Belle, Marpot Sœur et Frère & Godde, 119-121, rue Bugeaud, Lyon (Rhône).
 Ets. André Coradin, 6, boulevard Saint-Denis, Paris 10e.

ASSURANCES

L'Abeille (Cie d'Assurances Incendie, Accidents et Réassurances), 57, rue Taitbout, Paris 9e.
 C.A.R.R., Compagnie d'Assurances et de Réassurances Réunies, 23-27, rue Cambon, Paris 1er.
 Compagnie Française du Phénix, 33, rue Lafayette, Paris.
 Compagnie d'Assurances Générales contre l'Incendie, 87, rue Richelieu, Paris.
 L'Union Incendie, 9, place Vendôme, Paris 1er.

AUTOMOBILES

Saint-Christophe Motor, automobiles de luxe, 3, rue Scheffer, Paris 16e.
 Soc. Esswein & Cie (pièces mécaniques pour autos), 21, rue Boileau, La Roche-sur-Yon (Vendée).

AVIATION

Air France, 2, rue Marbeuf, Paris 8e.

AVOCATS CONSEILS

M. R. M. Archibald, 10, avenue de Messine, Paris 8e.
 Maître Jean Pellerin, 71, Faubourg Saint-Honoré, Paris 8e.

BANQUES ET AGENTS DE CHANGE

Banque de l'Algérie et de la Tunisie, 217, boulevard Saint-Germain, Paris.
 Banque L. G. Beaubien, 1, rue Richemance, Paris 8e.
 Banque de l'Indochine, 96, boulevard Haussmann, Paris.
 Banque de Madagascar et des Comores, 88, rue de Courcelles, Paris.
 Banque de France, 3, rue de la Vrillière, Paris.
 Banque Française du Commerce Extérieur, 21, boulevard Haussmann, Paris 9e.
 Banque de Montréal (France), 10, place Vendôme, Paris 1er.
 Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris.
 Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris.
 Banque de l'Union Parisienne, 6, boulevard Haussmann, Paris 9e.
 Comptoir National d'Escompte de Paris, 14, rue Bergère, Paris 9e.
 Crédit Commercial de France, 103, avenue des Champs-Élysées, Paris 8e.
 Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire, Paris 9e.
 Crédit Lyonnais, S.A., 17, boulevard des Italiens, Paris.
 Royal Bank of Canada (France), 3, rue Scribe, Paris 9e.
 Union Européenne Industrielle et Financière, 4 et 6, rue Gaillon, Paris 2e.

BIJOUTERIE (Fabriques de)

Société Aloma (fabrique de bijouterie de fantaisie), 7, rue Lafayette, Paris 9e.
 Société Huca (bijouterie de fantaisie et avec pierres), 8, rue de l'Atlas, Paris 19e.

BISCUITS (Fabricants de)

Biscuit-LU (Lefevre-Utile), 61, boulevard Richard-Lenoir, Paris 11e.

BREVETS D'INVENTION

MM. Beau de Lomé, A. Armengaud et G. Housard, ingénieurs conseils en propriété industrielle, 55, rue d'Amsterdam, Paris 8e.
 L'Office Picard (Robert Langlumé, Renée Leblanc et Francis Langlumé), conseils en propriété industrielle, 33, Champs-Élysées, Paris 8e.

BRONZE ET ORFÈVRE D'ÉGLISE

Villard & Cie, 17, rue Barrême, Lyon (Rhône).

CERAMIQUES ET CRISTAUX

Usines Céramiques Villeroy & Boch, Mettlach (Sarre).

CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES

Bayonne, Bordeaux, Calais, Carcassonne, Cognac, Colmar, Dijon, Dunkerque, Grenoble, Le Havre, La Rochelle, Lille, Le Mans, Lyon, Marseille, Millau, Mulhouse, Nantes, Nice, Perpignan, Rouen, Toulouse, Troyes, Versailles.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre Syndicale de la Bijouterie de Fantaisie en tous genres, 10, rue Chalot, Paris 3e.
 Chambre Syndicale Nationale des Fabricants de Produits Pharmaceutiques, 88, rue de la Faisanderie, Paris 16e.

CHAUX ET CEMENTS

Chaux et Ciments de Lafarge et Du Treil, S.A., 32, avenue de New-York, Paris 16e.

CHOCOLAT (Fabricant de)

Menier, 56, rue de Châteaudun, Paris.

COMPAGNIES DE CABLES TELEGRAPHIQUES

Commercial Cable Co., 24, boulevard des Capucines, Paris 9e.
 Télé France, 166, rue Montmartre, Paris 2e.

COMMISSION-IMPORTATION-EXPORTATION

"C.I.T.E.R.", Compagnie Intercontinentale d'Etudes et de Réalisations, 66, rue de la Chaussée d'Antin, Paris 9e.
 Commercial Transocéan, import-export, 26, rue Laffitte, Paris 9e.
 Compagnie Continentale d'Importation, 8, rue Cambacères, Paris 8e.
 Eaton Co. of France, 103, rue Lafayette, Paris 10e.
 Gimble-Saks Purchasing S.A., 217, rue Saint-Honoré, Paris 1er.
 M. Gaston Legendre, viandes en gros, rue de Viarmes, Bourse de Commerce, Paris 1r.
 Office Chérifien de Contrôle et d'Exportation, 72, rue Georges-Mercier, Casablanca (Maroc).
 S.I.V.E.C. Société Internationale de Vente et d'Echanges Commerciaux, 16, rue de Londres, Paris 9e.
 Société pour l'Exportation de Grandes Marques, 87, rue de Paris, Montreuil (Seine).

CONSERVES ALIMENTAIRES, PATES, SARDINES, ETC.

Compagnie Française des Produits Liebig, 36, rue Saint-Denis, Aubervilliers (Seine).
 M. Maurice Blanchaud, boîte postale No 4, Chace (Maine-et-Loire).
 Maison Amieux Frères, Chantenay-les-Nantes (Loire-Inf.).

CONSTRUCTIONS MECANQUES ET AUTRES

Manufacture de Machines du Haut-Rhin, boîte postale No 377, Mulhouse-Bourzwiller (Haut-Rhin).

CONSTRUCTEURS DE MACHINES ELECTRO-MECANIKES ET ELECTRONIQUES

Bull (Compagnie des Machines), 94, avenue Gambetta, Paris 20e.

CONSTRUCTEURS DE MACHINES-OUTILS

Etablissements Ernault-Batignolles, 169, rue d'Alsia, Paris 14e.

CONSTRUCTIONS NAVALES ET AERONAUTIQUES

Bureau Véritas, 31, rue Henri-Rochefort, Paris 17e.
Soc. Messier (trains d'atterrissage d'avions, etc.), 58, rue Fénélon, Montrouge (Seine).

CONSTRUCTEURS DE MATERIEL CINEMATOGRAFIQUE

Etablissements André Debré, 111, rue Saint-Maur, Paris 11e.

COUTELLERIE

Maison Pierre Minel, 11, rue Lafayette, Paris 9e.

COUTURIERS EN GROS

Lempereur et Cie, 5, rue Royale, Paris 8e.

CREMES DE BEAUTE

Société Nouvelle de Parfumerie, 58, rue du Pont de Créteil, Saint-Maur (Seine).

CUIRS ET PLUMES, PEAUX BRUTES

Faurand Père & Fils, 25, rue du Treyve, Saint-Etienne (Loire).

DENTELLES

M. Pierre Baron (fabricant de dentelles), 1, rue de la Gare, Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône).
Etablissements R. Denimal (exportateurs de dentelles, tulles, broderies), 71, rue des Soupriants, Calais (P.-de-C.).
Fédération Nationale des Tulles, Dentelles, Broderies et Guipures, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2e.

DISTILLATEURS LIQUORISTES

Distillerie de la Bénédicte, Fécamp (Seine-Inf.).
Etablissements Marnier-Lapostolle, 91, boulevard Haussmann, Paris 9e.
Les Héritiers de Marie Brizard & Roger, Bordeaux (Gironde).
Maison J. Honoré Secrestat, Aîné, 84, Cours Balguerie, Bordeaux (Gironde).
Cusenier (Soc. An. de la Grande Distillerie E. Cusenier Fils Aîné & Cie), 226, boulevard Voltaire, Paris 11e.

DIVERS

Paul Baudecroux (rouge à lèvres), 125, boulevard Saint-Denis, Courbevoie (Seine).
France Economats, S.A. (Union des Economats Chrétiens), 41, boulevard Malesherbes, Paris 8e.
Office Algérien d'Action Economique et Touristique (Ofalac), 40-42, rue d'Isly, Alger (Algérie).
M. Clément Cabassut, Le Bouchet (Drôme). Correspondant de la Chambre de Commerce Française au Canada.

EAUX MINERALES

Etablissement Thermal de Vichy, S.A., 24, boulevard des Capucines, Paris.

EAU-DE-VIE DE COGNAC

Bisquit-Dubouché & Compagnie, Jarnac-Cognac (Charente).
Courvoisier Ltd., place du Château, Jarnac (Charente).
Denis, Mounié & Co., Cognac (Charente).
P. Frapin & Cie, Segonzac (Charente).
James Hennessy & Co., Cognac (Charente).
J. & F. Martell, Cognac (Charente).

E. Normandin & Cie, Chateaufort-sur-Charente.
Rouyer Guillet & Cie, Saintes (Charente-Maritime).

J. G. Monnet & Cie, Cognac (Charente).

EDITEURS — LIBRAIRIES

Maison Aubanel Père (imprimerie et édition en toutes langues), 7, place Saint-Pierre, Avignon.
J. Delmas & Cie, éditeurs, 13, rue de l'Odéon, Paris 6e.
G. Drogue & R. Ardent, 60, rue Montmailler, Limoges.
Editions Fleurus, 33, rue de Fleurus, Paris 6e.
Flammariion & Cie, libraire, 26, rue Racine, Paris 6e.
Garnier Frères, 6, rue des Saints-Pères, Paris.
Librairie Hachette, 79, boulevard Saint-Germain, Paris.
Librairie Larousse, 13-21, rue Montparnasse, Paris.
Librairie Fernand Nathan, 18, rue Monsieur-le-Prince, Paris 6e.
Librairie Aristide Quillet, 278, boulevard Saint-Germain, Paris 7e.
Maison Alfred Mame & Fils, Tours (Indre-et-Loire).
Maison F. X. Le Roux & Cie, 34, rue des Hallebardes, Strasbourg (Bas-Rhin).

ELECTRICITE, ECLAIRAGE

"Cipel" Compagnie Industrielle des Piles Electriques, S.A., 98ter, boulevard Héloïse, Argenteuil (S.-et-O.).
Electricité de France, Service National, 68, rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris.
Plexilux (luminaires), 10, avenue de la Grande Armée, Paris 17e.

ELECTRONIQUE (CALCULATRICES, ETC.)

Société d'Electronique et d'Automatisme (S.E.A.), 138, boulevard de Verdun, Courbevoie (Seine).

FABRICANTS DE LIQUEURS

Les Héritiers de Marie Brizard & Roger, Bordeaux (Gironde).

FOIRES ET EXPOSITIONS

Foire de Paris, 23, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

FONDERIES

Soc. An. des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, 91, rue de la Libération, Nancy (M.-et-M.).

FOURRURES

Robert Corby, 61, rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris.
Revillon Frères, 42, rue de la Boétie, Paris.

GANTERIES

Etablissements Guibert Frères, Millau (Aveyron).
Gant Lauret, 34, rue de la Paulèle, Millau (Aveyron).

GELATINE, COLLES FORTES (FABRICANT DE)

Cie Centrale Rousselot, 50, rue Boileau, Paris.

HORLOGERIE

Chambre Française de l'Horlogerie, 34, avenue de Messine, Paris 8e.
Etablissements François Miserez (boîtiers de montres, outillage d'horlogerie), 16, rue Suard, Besançon (Doubs).

HOTELS - RESTAURANTS

Hôtel "Château Frontenac", 54, rue Pierre Charon, Paris 8e.
Hôtel George V, 31, avenue George V, Paris 8e.

HUILES VEGETALES (IMPORTATEUR-EXPORTATEUR)

Société Commerciale de l'Ouest Africain, 7, rue de Téhéran, Paris.

HYDRO-ELECTRIQUE

Etablissements Neyrpic, Neyret-Beylier et Piccart-Pictet (installations hydro-electriques), avenue de Beauvert, B.P. No 52, Grenoble (Isère).

JEUX ET JOUETS

S.A. Unijouets, 53, rue d'Hauteville, Paris 10e.

LAINES ET LAINAGES

Etablissements Mathon & Dubrulle, 310, boulevard Gambetta, Tourcoing (Nord).
S.A. des Tissages Lesur, boîte postale No 127-01, 31, rue Saint-Augustin, Paris 2e.

LIQUEURS DE LUXE APERITIFS DE MARQUE

Maison J. Honoré Secrestat, aîné, 40, cours de Médoc, Bordeaux (Gironde).

MACHINES AGRICOLES ET VINICOLES

Compagnie Massey-Harris-Ferguson, siège social et usine: avenue Industrielle, Marquette-lez-Lille (Nord). Direction générale: 154, rue de l'Université, Paris 8e.

MACHINES A ECRIRE (fabricants de)

Japy (société de mécanographie), 141, rue du Dr Durand, Arcueil (Seine).

MACHINES-OUTILS

"AFMO" (Association Française de Constructeurs de Machines-Outils), 63, rue de la Boétie, Paris 8e.

MAROQUINERIE

M. Max Rechtman (fabricant de maroquinerie: sacs de dames, etc.), 12, rue du Helder, Paris 9e.

MATERIEL DE TRAVAUX PUBLICS

Etablissements Richier, 15, rue Galvani, Paris 17e.

MATIERES COLORANTES

Société Anonyme des Matières Colorantes et Produits Chimiques, 69, rue de Miromesnil, Paris.

MATIERES PLASTIQUES

Etablissements André Coradin, 6, boulevard Saint-Denis, Paris 10e.

MATIERES PREMIERES POUR LA CHAPELERIE ET LA FILATURE

M. Léopold-Swiners-Gibaud, 80, avenue Philippe-Auguste, Paris 11e.

METALLURGIE

Comptoir F.B.T. (Comptoir Franco-Belge d'Exportation des Tubes d'Acier), 64, rue Pierre-Charon, Paris 8e.
Forges de Chatillon Commentry et Neuves-Maisons, 19, rue de la Rochefoucauld, Paris 9e.
Société Schneider & Cie, 15, rue Pasquier, Paris 8e.
Société Valor, 17, rue de Surène, Paris 8e.

METAUX

Cimetal S.A. (Compagnie Internationale de Métaux), 98, boulevard Malesherbes, Paris 17e.

MOUTARDES ET CONDIMENTS

Etablissements Maille, 3, rue Trézel, prolongée, Levallois-Perret (Seine).

NEGOCIANT EN VINS (EXPORTATEUR)

J. Thorin, Pontaneveaux (Saône-et-Loire).

ORFÈVRES

Mémery & Hours, orfèvrerie d'église, 8, Montée Saint-Laurent, Lyon (Rhône).
Villard & Cie, orfèvrerie d'église, 17, rue Barrière, Lyon (Rhône).

ORGANISATION INTERNATIONALE DE VOYAGES

Hôtel-Plan, 49, avenue de l'Opéra, Paris 2e.

PAPIER

Soc. Gaut Blancan (fabricants d'enveloppes et de papier), 154, Faubourg Saint-Denis, Paris 10e.
Syndicat Général des Fabricants de Papiers, Cartons et Celluloses de France, 154, boulevard Haussmann, Paris 8e.

PAPIERS PEINTS

Manufacture de Papiers Peints Zuber & Cie, Rixheim (Haut-Rhin).

PARFUMEURS

"Cadoricin" S.A., 18, rue de la Paix, Paris 2e.
Caron, 10, rue de la Paix, Paris 1er.
Guerlain, 68, avenue des Champs Elysées, Paris.
Marquay, Parfumeur, 45, avenue de l'Opéra, Paris 2e.
Parfums F. Millot, 2, avenue de Solferino, Asnières (Seine).
Laboratoire Vitapointe, 9, boulevard des Capucines, Paris 2e.

PEIGNES ET MATIERES PLASTIQUES

Etablissements A. Feuillant Fils, Ezy (Eure).

PETROLES

Compagnie Française des Pétroles, 11, rue du Dr Lancereaux, Paris 8e.

PLACAGES ET SCIAGES

M. Pierre Richard (hêtre et peuplier), 3, rue Saint-Gaudin, Soissons (Aisne).
Société Amédée l'Etendard, 18, avenue de l'Est, Le Parc Saint-Maur (Seine).

PLACAGES, BOIS EN GRUMES IMPORTATION — EXPORTATION

Elefant & Cie, 118-122, rue de Lagny, Montreuil-sous-Bois (Seine).

PLASTIQUES

Etabl. Ch. Nicolle, 28, rue d'Arcueil, Gentilly (Seine).

PRODUITS CHIMIQUES (Fabricants de)

Manufacture de Glaces et Produits Chimiques de Saint-Gobin, Chaunay et Cirey, 1 bis, place des Saussaies, Paris.
Société Anonyme des Matières Colorantes et Produits Chimiques de Saint-Denis, 69, rue de Miromesnil, Paris.
Société Progil, 79, rue de Miromesnil, boîte postale 102-08, Paris 8e.
Société des Usines Chimiques Rhône-Poulenc, 21, rue Jean Gougeon, Paris 8e.
Univer (Union des Industries du Verre pour l'Exportation), 12, rue Lincoln, Paris 8e.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Comptoir de Vente Clin-Byla, département exportation, 20, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris 5e.
Laboratoires Bruneau & Cie, 17, rue de Berri, Paris 8e.
Laboratoires Frayse & Cie, 21, rue de Neuilly, Nanterre (Seine).
Laboratoires Laleuf, 51, rue Nicolo, Paris 16e.
Laboratoires Métadier, 55, rue Nationale, Tours (I.-et-L.).
Laboratoire des Produits Amido, 4, place des Vosges, Paris 4e.

Laboratoire Nativelle, 27, rue de la Procession, Paris.

Laboratoires Roger Bellon, 159, avenue du Roule, Neuilly (Seine).

Laboratoires Roussel, 89, rue du Cherche-Midi, Paris 6e.

Laboratoires du Dr. Zizine, 24, rue de Fécamp, Paris 12e.

Les Etablissements Fevrier Decoisy Champion, S.A., 60, rue de Watignies, Paris 12e.

Union de Pharmacologie, Agen (Lot-et-Garonne).

RADIO-ELECTRIQUE (Industrie)

Steafix & Co., 17, rue Francœur, Paris 18e.

RIVETS, VISSERIE (Manufacture de)

Gobin-Daudé, S.A., 2 bis, rue Béranger, Paris 3e.

SACS DE DAMES

Les Fils de Pierre Gouvernel, 19, rue D'Hauteville, Paris 10e.

SAVONNERIE — HUILERIE

Ets. Fournier-Ferrier, Savon "Le Chat", 143, rue Félix-Pyat, Marseille (B.-du-R.).

SEMOULIERS

Ets. L. Bourrageas & Cie, 11, rue Montgrand, Marseille (B.-du-R.).

SOIERIES

E. Anselme & Cie, 2, rue Puits-Gaillot, Lyon.

SOINS DE BEAUTE

"Cadoricin", S.A., 18, rue de la Paix, Paris 2e.
Société Nouvelle de Parfumerie, 58, rue du Pont de Créteil, Saint-Maur (Seine).

SOUTIENS-GORGE (Fabricants de)

S.A.R.L. Lou, 60, rue Elysée-Chatin, Grenoble (Isère).

TEINTURERIE POUR FOURRURES

Chapal Frères et Cie, 9, rue Kléber, Montreuil-sous-Bois (Seine).

TEXTILES (Importation — Exportation)

Union des Industries Textiles, 10, rue d'Anjou, Paris 8e.

MACHINES POUR L'INDUSTRIE TEXTILE

Etablissements Maurice Heliot, 6, rue Bothier, Troyes (Aube).

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Etablissements Vairon & Cie, 5, avenue Kléber, Paris.

S.A. de Transports Jonemann, 52-54, rue Riquet, Paris 19e.

Wingate & Johnson, 8, rue d'Enghien, Paris 10e.

GRANDS TRAVAUX D'ENTREPRISES

Société des Grands Travaux de Marseille, 25, rue de Courcelles, Paris 8e.

TUBES D'ACIER

Comptoir F.B.T. (Comptoir Franco-Belge d'Exportation des Tubes d'Acier), 64, rue Pierre-Charron, Paris 8e.

TUYAUX

Société Anonyme des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, 91, rue de la Libération, Nancy (M.-et-M.).

VERMOUTHS

Noilly, Pratt & Cie, 165, rue de Paradis, Marseille (B.-du-R.).

VIANDES EN GROS

M. Gaston Legendre (importateur-exportateur), rue de Viarmes, Bourse de Commerce, Paris 1er.

VINS D'ALGERIE

Etablissements Frédéric Lung (Maison du Kébir), Bastion Sud, Alger (Algérie).

VINS D'ANJOU ET DE SAUMUR

Etablissements Chapin-Landais, Chacé (M.-et-L.).
De Neuville & Cie, Saint-Hilaire, Saint-Florent (M.-et-L.).

VINS APERITIFS

Dubonnet, Soc. An., 7, rue Mornay, Paris 4e.
Etablissements Noilly Prat et Cie, 30, avenue des Champs-Elysées, Paris 8e.
Saint-Raphaël, 8, rue du Parc Royal, Paris 3e.
S.E.G.M. (Société pour l'Exportation des Grandes Marques), 87, rue de Paris, Montreuil (Seine).
J. et S. Violet Frères, fabricants du "Byrrh", à Thuir (Pyr. Or.).

VINS DE BORDEAUX ET SPIRITUEUX

Barton & Guestier, 35, Cours Xavier Arnoz, Bordeaux.
J. Lebigue & Cie, Cantenac par Margaux (Gironde).

VINS DE BOURGOGNE

Collin et Bourriset, Mâcon (S.-et-L.).
J. Thorin, Pontaneveaux (Saône-et-Loire).

VINS DE CHAMPAGNE

Champagne Heidsiek & Co., Monopole, Successeur, 83, rue Coquebert, Reims (Marne).
Champagne Piper-Heidsiek Kunkelmann & Cie, Successeur, 8, rue Piper, Reims (Marne).
Charles Heidsiek, 46, rue de la Justice, Reims (Marne).
Moët & Chandon, boîte postale 29, à Epernay (Marne).
Veuve Clicquot-Ponsardin, boîte postale 102, à Reims (Marne).
Veuve Laurent-Perrier & Cie, boîte postale 37, Reims (Marne).
Pol Roger & Cie, Epernay (Marne).
Krug & Cie, 5, rue Coquebert, Reims (Marne).
S.A. Champagne Pommery & Creno, boîte postale 87, Reims (Marne).
Champagne Taittinger, 9, place Saint-Nicaise, boîte postale 68, Reims (Marne).

VINS DE SAUMUR ET VOUVRAY

Etablissements Chapin-Landais, Chacé (M.-et-L.).

VINS ET LIQUEURS

R. D'Anthonay, 40, rue de Paradis, Paris 10e.

VITRAUX ET GLACES GRAVEES

Max Ingrand, 8, Passage Tenaille, Paris 14e.

Prés. JACQUES RACINE

C. E. Racine & Cie

Limitée

1909 - 1958

COURTIERS EN DOUANE
ET TRANSITAIRES

Edifice Board of Trade

300, rue du Saint-Sacrement

Montréal 1

Téléphone: VI. 9-5293



Spécialités pharmaceutiques

2055 Favard

Montréal



Office Central Catholique LTÉE

Importateurs d'objets de piété

CHAPELETS, MEDAILLES, CRUCIFIX,
IMAGES, MISSELS, ETC.

Représentants de fabricants et d'éditeurs français

50 ouest, rue Notre-Dame

MONTREAL 1, CANADA

Téléphone: PLateau 2505

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

FONDÉ EN 1880

PRÊTS EN PREMIÈRE HYPOTHÈQUE
ACHATS DE CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES
PRÊTS SUR IMMEUBLES EN CONSTRUCTION



SIÈGE SOCIAL

5, rue St-Jacques Est,

MONTREAL (Canada)



SUCCURSALES À

QUÉBEC — TORONTO — WINNIPEG — REGINA
EDMONTON — VANCOUVER



COMITÉ DE PARIS: 18, AVENUE DE L'OPÉRA